



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/11
3 mars 2021



FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quatre-vingt-sixième réunion
Montréal, 2 – 6 novembre 2020
Reportée: 8 – 12 mars 2021¹

**ÉVALUATION DES RÉSEAUX RÉGIONAUX
DES ADMINISTRATEURS DES BUREAUX NATIONAUX DE L'OZONE
(ÉTUDE THÉORIQUE ET MANDAT POUR LA DEUXIÈME PHASE)**

Contexte

1. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) ActionOzone gère plusieurs réseaux régionaux dans le cadre de son Programme d'aide à la conformité (PAC).² Ces réseaux sont des mécanismes de renforcement de la capacité qui encouragent l'échange d'informations, d'expérience et du savoir-faire nécessaires pour respecter les engagements du Protocole de Montréal, communiquer les données, développer et exécuter les politiques et les cadres réglementaires, adopter des technologies et gérer efficacement les unités nationales de l'ozone (UNO).

2. Ces réseaux ont été évalués deux fois par le passé. En 1994, une évaluation a été réalisée pour le projet du PNUE et de l'ASDI (*Agence suédoise de coopération internationale au développement*) qui a créé le premier réseau régional en Asie du Sud-Est.³ L'évaluation recommandait de répliquer le concept du réseau dans d'autres régions, mais soulevait des questions concernant la capacité de financement du réseau pour qu'il devienne autonome. La deuxième évaluation a été présentée à la 33^e réunion du Comité exécutif (mars 2001).⁴ Elle évaluait le fonctionnement et l'organisation des huit réseaux alors en activité et émettait des recommandations d'amélioration. À nouveau, des préoccupations ont été formulées concernant la durabilité des réseaux, étant donné qu'ils dépendaient entièrement du financement du Fonds multilatéral. Les évaluations de 1994 et 2001 mettaient en avant une série de recommandations visant à améliorer le

¹ À cause du coronavirus (COVID-19)

² <https://www.unenvironment.org/ozonaction>

³ UNEP/OzL.Pro/ExCom/30/8

⁴ UNEP/OzL.Pro/ExCom/33/7 et Corr.1

fonctionnement des réseaux. Un résumé de ces recommandations, ainsi qu'une évaluation de leur mise en œuvre et des observations au vu de la présente évaluation, apparaît au tableau I du présent rapport (paragraphe 81). Des informations complémentaires relatives au travail effectué pour développer et renforcer les réseaux régionaux jusqu'en 2007 sont données dans la Partie II de l'Annexe I du présent document.

3. À sa 84^e réunion, le Comité exécutif a approuvé le mandat pour l'étude théorique de l'évaluation des réseaux régionaux d'administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone (décision 84/10 et contenue dans la Partie I de l'Annexe I du présent document) et a demandé à l'Administrateur principal de surveillance et d'évaluation de présenter à la 85^e réunion l'étude théorique et le mandat pour la seconde phase de cette évaluation (décision 84/11).

4. Conformément aux procédures convenues pour la tenue des 85^e et 86^e réunions en raison de la pandémie de COVID-19, tous les documents concernant l'évaluation à la 85^e réunion ont été reportés à la 86^e réunion.

Objectifs et champ d'application de l'étude théorique

5. L'étude théorique évalue comment le rôle des réseaux régionaux a évolué dans la mise en œuvre du Protocole de Montréal et analyse si les recommandations formulées par les évaluations précédentes ont été suivies. Elle examine en outre la pertinence actuelle des réseaux régionaux dans la mise en œuvre des exigences du Protocole de Montréal aux échelles nationale et régionale en tenant compte de l'organisation, de la participation, du choix du sujet de discussion et de l'incidence sur les processus de prise de décision ainsi que les changements nécessaires pour adapter les réseaux aux nouveaux défis du Protocole de Montréal.

6. Le document est organisé en sections se rapportant au contexte, aux objectifs et au champ d'application de l'étude théorique, aux conclusions et aux enseignements tirés, et à la méthodologie. Il approfondit également la planification et l'organisation des réunions, y compris leur participation, les ordres du jour et les rapports des réunions, l'évaluation des réseaux et le suivi des recommandations, l'interaction entre les réseaux, et les réunions mondiales des réseaux. Une section supplémentaire sur le renforcement de la capacité, avec des sous-sections traitant du rôle des réunions de réseau, des ateliers de formation et techniques, de la coopération Sud-Sud, du rôle des personnes-ressources, de la coordination avec les agences bilatérales et d'exécution, des meilleures pratiques dans la mise en œuvre des projets, des nouveaux défis et des enjeux émergents, et de la mise en œuvre des recommandations des évaluations précédentes.

7. Le document inclut également les annexes suivantes :

- I Partie I - Mandat pour l'étude théorique
Partie II - Travail effectué pour développer et renforcer les réseaux régionaux jusqu'en 2007
- II Liste des rapports de réunion consultés
- III Questionnaire pour l'étude théorique
- IV Événements de renforcement de la capacité tenus par les réseaux de mesure de l'ozone de 2000 à 2019
- V Mandat pour la seconde phase de l'évaluation

8. Les résultats détaillés de l'étude théorique sont contenus dans les sections suivantes. Afin d'offrir un accès rapide aux informations concernant de potentiels éléments exploitables et prochaines étapes, les conclusions et les enseignements tirés ont été présentés au début du document.

Conclusions et résumé des enseignements tirés

9. Les réseaux régionaux continuent à avoir une grande valeur pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal et pour atteindre/maintenir la conformité avec les mesures convenues dans les pays visés à l'Article 5. Ils jouent également un rôle critique dans le maintien de l'importance des UNO au sein des pays. Les réseaux ont joué un rôle actif, entre autres, dans l'échange des bonnes pratiques/enseignements et le développement de la coopération entre les pays d'une région donnée et parfois entre régions ; la mise en œuvre réussie de projets ; le renforcement des capacités à travers la formation et le partage d'informations sur divers aspects technologiques et politiques ; la sensibilisation à la protection de la couche d'ozone dans les pays ; et plus récemment la création de ponts entre l'ozone et le climat, et la préparation des pays à la mise en œuvre de dispositions convenues au titre de l'Amendement de Kigali.

10. L'analyse de rapports de réunions et les réponses au questionnaire envoyé lors de la préparation de la présente étude théorique indiquent qu'il existe un besoin d'innovation et d'adoption d'une approche plus dynamique des réunions, en particulier face aux nouvelles dispositions engendrées par l'Amendement de Kigali. Dans certains cas, l'ordre du jour des réunions et les évaluations associées semblent être tombés dans une routine, avec le même ordre du jour à chaque fois. En conséquence, les pays y accordent une moindre importance et leurs effets se font moins sentir qu'auparavant, avec une présence accrue de personnel subalterne. Une approche plus dynamique des réunions, la prise en charge de nouveaux enjeux et l'implication de nouvelles parties prenantes, ainsi que la facilitation de nouvelles synergies, pourraient aider à améliorer la pertinence et l'importance de ces réunions tout en renforçant leur association avec le Protocole de Montréal lui-même. Des réunions ou des sessions de travail virtuelles telles qu'en ont été instituées pendant la pandémie de COVID-19 pourraient bien constituer une opportunité pour y parvenir.

11. Une seconde phase de l'évaluation pour analyser plus profondément l'incidence des réseaux est recommandée. Celle-ci pourrait être réalisée par le biais d'entretiens plus approfondis avec les coordonnateurs de réseau régional et les principaux administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone, les agences d'exécutions et d'autres personnes clés, possiblement pendant les réunions de réseau. Cela créera également des opportunités pour explorer des méthodes permettant d'améliorer le suivi entre les réunions, avec les pays membres, des recommandations issues d'une réunion de réseau et des problèmes ou des défis se présentant pendant cette période, en vue de s'assurer plus complètement que les besoins des pays soient satisfaits et qu'ils aient leur mot à dire au sujet de l'ordre du jour. La valeur de l'augmentation de la collaboration et de l'interaction entre les réseaux pourrait également être analysée plus profondément, parallèlement aux méthodes permettant l'accroissement de telles collaborations et interactions (si cela s'avère bénéfique).

12. Compléter cette étude théorique avec une phase sur le terrain permettra l'échange direct d'idées entre les principales parties prenantes et offrira une opportunité d'analyse plus approfondie des recommandations incluses dans le présent rapport. Il deviendra possible d'analyser la voie à suivre pour les réseaux au cours des cinq à 10 prochaines années et d'améliorer ou d'ajuster de telles recommandations selon le besoin. Une phase sur le terrain fournira également un aperçu plus clair en ce qui concerne l'assurance de la durabilité des réalisations au titre du Protocole de Montréal, la prise en charge des enjeux et défis émergents, ainsi que des besoins spécifiques de chaque réseau. Une phase sur le terrain offrirait également l'opportunité de développer des indicateurs clairs de performance/d'incidence, aux échelles nationale et régionale (administrateur du bureau national de l'ozone/réseau) en consultation directe avec les principales parties prenantes. Le mandat pour la seconde phase de l'évaluation des réseaux régionaux d'administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone est contenu dans l'Annexe V du présent document.

13. L'Amendement de Kigali constitue une bonne opportunité pour revivifier les activités des réseaux et maintenir l'engagement des UNO dans les réseaux. Des ateliers de jumelage, des réunions thématiques et d'autres activités similaires peuvent être utilisés pour promouvoir une identification et une intégration améliorées des parties prenantes. Il est essentiel d'atteindre un équilibre entre l'expertise nécessaire et l'exposition aux technologies, tout en évitant les conflits d'intérêts réels ou perçus par rapport aux options spécifiques ou aux technologies de remplacement. Des consultations plus actives avec les représentants des agences d'exécution, des Secrétariats et des partenaires bilatéraux au sujet de la planification, la programmation et l'évaluation des activités des réseaux, pour soutenir le rôle administratif du PNUE, pourraient être considérées. Encourager un suivi amélioré dans les pays, entre les réunions, pourrait aider à maintenir l'implication des administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone et donner de la visibilité aux UNO.

14. La récente expérience des réunions virtuelles due à la pandémie de COVID-19 pourrait inspirer l'organisation de sessions virtuelles avec des groupes spécifiques au sein des réseaux, sur des sujets d'intérêt spécifiques.

15. Le maintien des réalisations au titre du Protocole de Montréal est un enjeu majeur, devenant de plus en plus complexe à mesure que le nombre de ces réalisations augmente. Ceci est particulièrement vrai dans le cas des SAO qui semblent ne plus être à l'ordre du jour, ou lorsqu'elles sont perçues comme une « affaire classée » dont il est désormais inutile de s'occuper. Il s'agit, *entre autres*, des CFC, des halons, du bromure de méthyle, de certaines utilisations ou agents de transformation en laboratoire et pour l'analyse, et également d'utilisation exemptes, y compris pour des pays dont la consommation est nulle ou très sporadique. Le revers subi avec les récentes émissions inexplicables de CFC-11 souligne l'importance de ce sujet. La durabilité est directement liée à la mémoire institutionnelle qui, bien que généralement déclarée comme étant bonne, s'appuie souvent considérablement sur des administrateurs de bureaux nationaux de l'ozone qui ont occupé leur poste pendant de nombreuses années. Une « banque de connaissances » améliorée qui peut être utilisée efficacement pour former les nouveaux arrivants, trouver des ressources informatives selon le besoin, rechercher des études de cas et diffuser des informations entre pays ou régions pourrait être une bonne manière de résoudre ce problème. L'élaboration d'un cadre d'évaluation systématique permettant l'identification de la capacité spécifique et des ressources nécessaires aux réseaux, afin de pouvoir mesurer l'incidence réelle sur le soutien à la conformité des pays aux obligations du Protocole de Montréal (et ainsi évaluer la durabilité de ses réalisations) a été suggérée par l'ORPALC.

16. Les ODD sont rarement (voire jamais) abordés pendant les réunions de réseau et pourraient être considérés dans l'ordre du jour des futures réunions étant donné qu'ils traitent de nombreux sujets communs et offrent des liens forts avec des questions concernant directement le Protocole de Montréal, à savoir : le climat, l'efficacité énergétique, les questions de genre et la sécurité alimentaire.

17. Dans l'ensemble, les recommandations formulées dans l'évaluation de 2001 des réseaux régionaux ont été respectées, généralement avec de bons résultats. Le temps écoulé depuis l'évaluation est cependant trop long, avec des jalons importants du Protocole de Montréal atteints au cours des vingt ans, chacun ayant eu des incidences différentes (par exemple, l'élimination des CFC et du bromure de méthyle, et l'Amendement de Kigali). La prise en compte de nombreuses questions diverses a rendu cette évaluation assez complexe, avec de nombreux rapports à examiner, divers objectifs et jalons à considérer et de nombreuses parties prenantes et personnes clés ayant participé au fil des ans. Bien que le fonds documentaire soit très complet et que de nombreuses personnes clés soient heureusement encore en activité et puissent fournir une excellente perspective historique, une évaluation plus fréquente est recommandée (tous les cinq ans, ou au plus 10 ans).

18. Des mécanismes économiques utilisant des plateformes technologiques pour renforcer les objectifs des réseaux pourraient être analysés. Le PNUE, par exemple, déclare que la pandémie de COVID-19 a

permis l'acquisition d'une expérience étendue et très précieuse en matière de réunions virtuelles, même en dehors des réunions principales et de suivi des réseaux. Ceci pourrait être utilisé pour améliorer l'interaction entre les réseaux de manière économique, et éventuellement fournir des méthodes pour s'affranchir de certains obstacles (tels que les problèmes de financement et les barrières linguistiques). Il serait également possible de discuter de manières d'améliorer l'intégration au sein d'une UNO donnée, dans l'optique de permettre au personnel subalterne d'assister à certaines réunions de réseau sans compromettre les processus de prise de décision ou la continuité comme indiqué précédemment.

Méthodologie

19. Une consultante a été recrutée pour préparer l'étude théorique. Elle a analysé la documentation existante concernant *entre autres* les réseaux régionaux, les rapports des réunions de réseau et de suivi, les rapports des réunions thématiques, les documents de communication élaborés par les réseaux ou le PNUE, et les documents du Comité exécutif produits entre 2000 et 2019. La liste des documents consultés est incluse à l'Annexe II du présent rapport. Les rapports d'évaluation précédents des réseaux (1994 et 2001) ont également été considérés en détail, avec une attention particulière portée sur leurs recommandations. Les évaluations du PAC de 2006 et 2007 ont également été prises en compte dans le cadre de l'analyse. De nombreuses réunions comprennent des évaluations par les participants au titre de leur ordre du jour. Celles-ci se sont avérées très utiles pour caractériser les forces et les faiblesses des réseaux, les défis rencontrés, les différences entre les réseaux, et les changements et évolutions de leur fonctionnement et leurs réalisations dans le temps.

20. Un questionnaire concernant quatre domaines principaux, décrit dans la section suivante, a été préparé et envoyé aux coordonnateurs de réseau régional, aux agences d'exécution, au Secrétariat de l'ozone et à d'autres parties prenantes clés (répondant à titre personnel), qui ont pu fournir un retour d'information sur le fonctionnement et les réalisations des réseaux et leurs perspectives d'avenir. Certaines agences d'exécution ont transmis le questionnaire à des administrateurs de bureaux nationaux de l'ozone particuliers, surtout dans la région de l'Europe et de l'Asie centrale, qui ont ensuite répondu directement. Au total, 22 réponses ont été reçues sur 29 envoyées, offrant une bonne couverture du fonctionnement des réseaux et de leur évolution au cours des 20 dernières années. La liste complète des personnes interrogées et une copie du questionnaire sont fournies à l'Annexe III du présent rapport. Certains des coordonnateurs de réseau régional et agences d'exécutions actuels n'ont pas répondu et d'autres ont répondu tardivement. Tous les efforts ont été faits pour prendre en compte toutes les observations dans les contraintes du calendrier de l'évaluation. Les réponses reçues ont néanmoins fourni un retour d'information utile et ont été une contribution précieuse à l'analyse et aux conclusions et recommandations présentées ici. Le projet de rapport a été partagé avec le Secrétariat, les agences bilatérales et d'exécution, et les coordonnateurs de réseau régional, et leurs observations et suggestions ont été dûment considérées.

21. Un facteur clé conditionnant le champ d'application des réseaux semble être la position et le profil accordé par le gouvernement national à l'UNO, en notant que ceci peut à son tour avoir une incidence sur l'importance accordée au Protocole de Montréal dans un pays donné.

22. L'étude théorique s'est concentrée sur quatre domaines principaux d'évaluation : planification et organisation des réunions, renforcement de la capacité, coordination avec les agences bilatérales et d'exécution, et défis émergents. Ces quatre domaines sont considérés individuellement ci-après.

Planification et organisation des réunions

23. Les réseaux se réunissent généralement deux fois par an (une réunion principale et une réunion de suivi) avec des ateliers thématiques ou d'autres réunions spécialisées concernant des sujets spécifiques tenus entre les deux.

24. L'organisation des réunions a évolué au cours des 20 dernières années, conformément au développement du Protocole de Montréal. Par exemple, alors que les objectifs des réunions se concentraient d'abord principalement sur la ratification, la conformité aux engagements du Protocole de Montréal à l'échelle nationale, les difficultés de communication des données et l'élaboration de programmes d'octroi de permis, les réunions de ces dernières années ont tendu à s'intéresser plutôt aux technologies de remplacement, surtout en ce qui concerne le secteur de la réfrigération et la climatisation. Elles ont également eu tendance à devenir plus thématiques. Par exemple, pendant la période de 2013 à 2016, l'accent a été porté de manière importante sur l'adoption de technologies exemptes de HFC, ce qui contribuait à la ratification de l'Amendement de Kigali. Ce glissement dans les sujets est certainement lié à l'évolution du Protocole de Montréal en lui-même, puisque la préparation et la mise en œuvre de projets et de plans d'élimination, dont des plans de gestion des frigorigènes et leurs mises à jour, des plans finaux de gestion de l'élimination ou des plans de gestion de l'élimination des HCFC (PGEH), et plus récemment de la réduction des HFC, sont venus au premier plan des problèmes auxquels sont actuellement confrontées les Parties du Protocole de Montréal. Il existe également des défis plus souvent traités, tels que la déclaration des données de consommation et de production au titre de l'Article 7 du Protocole de Montréal et du rapport de mise en œuvre du programme de pays, le maintien de l'élimination atteinte pour un ensemble de substances réglementées (par exemple les CFC, dont les inhalateurs à doseur au CFC, et les halons), et l'application des programmes d'octroi de permis et de quotas pour toutes les SAO. Des inquiétudes quant à l'adéquation de certaines technologies de remplacement pour certaines parties visées à l'Article 5 ont été exprimées par les personnes interrogées dans le questionnaire, ainsi que dans les rapports de réunion (par exemple, la réunion de réseau thématique des Caraïbes de 2018).⁵

25. Les organisateurs semblent bien s'occuper du choix de la date, du lieu et des sujets des réunions. Il a été déclaré que l'organisation de certaines réunions commençait un an à l'avance par l'identification des pays hôtes et des dates potentiels, et par des délibérations quant aux sujets d'intérêt avec l'assistance du coordonnateur de réseau national. Il est à noter que des réunions consécutives sont considérées utiles et sont bien reçues dans certains réseaux, alors qu'il a parfois été déclaré qu'elles entraînaient une réunion globale trop longue et étaient donc rejetées dans d'autres réseaux. Un ordre du jour dense peut entraîner la perte de concentration et la réduction de l'efficacité de la réunion de réseau pour la réalisation de ses objectifs. Cette question avait déjà été relevée dans l'évaluation de 2001 et avait été résolue par des réunions thématiques et de jumelage comme cela est mentionné ultérieurement. Certaines personnes interrogées ont indiqué qu'il était approprié d'aborder cette question à travers une consultation plus directe avec les pays membres du réseau, visant à sélectionner des éléments critiques pour l'ordre du jour et à affecter une durée adaptée aux délibérations.

26. Plusieurs personnes interrogées ont indiqué dans le questionnaire qu'il n'était pas toujours facile, dans le temps, de maintenir l'élan ou l'importance des réunions de réseau. Laisser aux participants d'amples opportunités de prendre la parole, et aux administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone toute latitude pour sélectionner les sujets et les personnes-ressources nécessaires, de sorte d'influencer l'ordre du jour et de montrer que leur travail est précieux, sont des méthodes indiquées pour favoriser l'appropriation, augmenter l'importance des réunions et obtenir de bons résultats. Il est critique de définir l'ordre du jour de la réunion par des consultations sur les enjeux émergents ; ceci joue un rôle important pour générer de l'intérêt dans la réunion et les aspects organisationnels associés (par exemple, traiter des questions de politique générale concernant l'élaboration du PGEH aux réunions de réseau pendant la préparation du PGEH aide les pays à définir leur stratégie). Les administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone ont généralement beaucoup plus de chance d'échanger des idées et des expériences, et de révéler et aborder des questions et des problèmes aux réunions de réseau qu'ils n'en ont aux réunions du Protocole de Montréal, et c'est en fait l'objet des réseaux. Les réunions constituent également un bon terrain d'expérimentation

⁵ Réunion de réseau thématique des pays anglophones des Caraïbes et d'Haïti (29 mai - 1^{er} juin 2018, Saint-Vincent-et-les-Grenadines).

pour les administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone afin d'élaborer et améliorer leurs compétences en matière de participation et de négociation, qu'ils pourront ensuite utiliser aux réunions du Protocole de Montréal (et aux réunions du Comité exécutif, le cas échéant). Par exemple, les ateliers en groupes restreints offrent de bonnes opportunités de discuter de questions et de défis spécifiques, des simulations de négociations aident les administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone à comprendre et maîtriser les processus de prise de décision. Ces actions aident à accroître la pertinence de la participation active aux réunions.

27. Dans le cadre du PAC, les coordonnateurs de réseau régional jouent un rôle important dans l'identification des besoins des pays et dans la découverte de réponses à leur apporter. L'assistance est étendue à tous les pays du réseau qu'ils soient concernés par les projets mis en œuvre par le PNUE ou non. Par exemple, il a été déclaré que le travail entre le coordonnateur de réseau régional et des pays individuels était particulièrement efficace dans le réseau de l'Europe et l'Asie centrale, qui comprend des pays en transition économique, ainsi que des partenaires bilatéraux (pays de l'Union européenne (UE) et autres partenaires bilatéraux non visés à l'Article 5). Cette interaction a été déclarée comme étant très pertinente dans les pays en conflit et souffrant d'instabilité politique dans la région de l'Afrique, où des modalités spéciales de mise en œuvre des projets pourraient devenir nécessaire. L'ORPALC a indiqué que le soutien fourni par le coordonnateur de réseau régional est très utile et devrait être apporté selon une approche participative pour s'assurer qu'il incombe aux administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone de sélectionner les sujets et les lieux et d'élaborer les ordres du jour. En résumé, le rôle du coordonnateur de réseau régional est de coordonner et de conseiller.

28. Dans ses réponses au questionnaire, le Secrétariat de l'ozone a indiqué que la valeur de son apport aux réunions pouvait être accrue à travers une interaction améliorée au bon moment avec les coordonnateurs de réseau régional. L'envoi longtemps à l'avance des invitations à participer à une réunion permettrait une consultation exhaustive avec le point de vue du Secrétariat de l'ozone sur l'apport nécessaire ou les présentations proposées. Le Secrétariat de l'ozone pourrait également orienter les besoins des parties visées à l'Article 5, en les partageant avec les participants aux réseaux.

29. Des animateurs sont régulièrement identifiés, généralement par le coordonnateur de réseau régional conjointement avec l'équipe du PAC, pour mener ou coordonner les délibérations pendant les réunions de réseau. Cette pratique respecte également une recommandation issue de l'évaluation de 2001 et a été engagée précocement dans la période évaluée. Par exemple, elle apparaît déjà dans le rapport de la réunion de réseau d'Asie du Sud-Est (SEAP) en 2001,⁶ et des pays anglophones d'Afrique en 2003.⁷ Des rapporteurs sont souvent nommés, en particulier pour les réunions thématiques, ce qui aide avec l'élaboration exacte des rapports de réunion. Les animateurs et les rapporteurs sont le plus souvent nommés pendant la réunion ou avec un préavis court, et il a été mentionné que leur rôle pourrait être optimisé, pour les réunions futures, en les identifiant à l'avance afin de leur permettre de bien se préparer. Les animateurs sont généralement des administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone. Une tendance à choisir les mêmes animateurs à chaque fois a été déclarée et, bien que leur bonne formation et leur efficacité soient ainsi garanties, cela peut faire obstacle à la pleine participation des pays membres du réseau, surtout celle des nouveaux participants à la réunion. Il est à noter que les réseaux abordent cette question selon des approches différentes. Aux Caraïbes, le pays membre accueillant la réunion est désigné comme président de la réunion et le pays membre qui accueillera la réunion suivante comme co-président, le rôle de rapporteur revenant au coordonnateur de réseau régional. Le réseau de l'Europe et de l'Asie centrale invite souvent des agents de contrôle du Protocole de Montréal du gouvernement ou des représentants de l'agence d'exécution à

⁶ Réunion de suivi des agents de contrôle des SAO du réseau de l'Asie du Sud-Est (9 - 10 avril 2001, Bangkok, Thaïlande)

⁷ 9^e réunion de réseau des agents de contrôle des SAO pour les pays anglophones d'Afrique (19 - 22 mai 2003, Addis-Abeba, Éthiopie)

présider les réunions de réseau. Le Bureau régional du PNUE pour l'Asie occidentale laisse le réseau choisir son animateur et ses rapporteurs.

30. Les réunions de réseau sont de plus en plus tenues consécutivement à d'autres réunions concernant l'environnement, surtout des ateliers thématiques. Ces réunions constituent une formation utile sur des sujets spécifiques, sont économiques (puisque les déplacements sont coordonnés avec le Secrétariat de l'ozone) et peuvent contribuer à la sensibilisation au Protocole de Montréal dans le pays hôte et la région. Elles peuvent également favoriser les discussions sur les méthodes régionales pour traiter certaines questions ou certains défis, tels que la lutte contre le commerce illicite des substances réglementées ou l'élaboration de programmes réglementaires harmonisés pour contrôler les substances réglementées. Les réunions de réseau tenues consécutivement à d'autres réunions au titre du Protocole de Montréal aident à sensibiliser les administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone aux délibérations à l'échelle du Protocole de Montréal et internationale. Des réunions consécutives telles que la réunion de réseau de l'ORPALC tenue immédiatement avant la 30^e réunion des Parties à Quito⁸ ont été données en exemple pour leur utilité, puisqu'elles offrent aux participants du réseau d'autres opportunités de constitution de réseau et d'apprentissage.

Participation

31. La participation et la prise de parole lors des réunions ont continuellement été suivies et encouragées. Le rapport de la réunion de suivi du réseau d'Asie du Sud de 2001, par exemple, contient la déclaration suivante : « neuf des onze pays membres (82 pour cent) ont participé à la réunion et tous les pays participants étaient représentés par l'administrateur du bureau national de l'ozone ». ⁹ La participation était ainsi supérieure à celle des réunions précédentes. Une réunion des agents des Caraïbes en 2005 indique comme objectifs de la réunion : « la promotion de l'implication et de la participation des administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone ». ¹⁰

32. La participation des administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone aux réseaux régionaux peut être mesurée en termes de présence aux réunions, mais surtout en fonction de l'activité et de l'implication avant, pendant et après les réunions, ainsi que de la participation dans les communications en ligne, la formation, les événements de renforcement de la capacité et le partage d'informations. Au cours des dix dernières années, une participation active est particulièrement liée à l'accès accru à Internet et aux outils de communication qu'il offre. Les premiers efforts pour mettre en œuvre des bulletins électroniques et des forums en ligne, il y a dix ou quinze ans, ont rencontré des difficultés (dont l'accès limité à des ordinateurs et une mauvaise connexion à Internet dans certaines régions). Toutefois, ces dernières années, l'accès accru aux téléphones mobiles et aux ordinateurs a considérablement augmenté l'utilisation des réseaux sociaux pour les activités de développement et de promotion, surtout celles œuvrant à la sensibilisation à la protection de la couche d'ozone. Les solutions de diffusion massive, telles que les groupes de messagerie par l'intermédiaire d'applications telles que WhatsApp, les forums en ligne (par exemple, les chaînes de courriers électroniques, les pages de réseaux sociaux, les sites web) où des discussions peuvent avoir lieu entre les réunions régionales sur des questions d'organisation et pour échanger des suggestions sur des sujets précis, deviennent de plus en plus communes. Leur utilisation a considérablement augmenté et permet

⁸ Reunión de las Redes de Funcionarios Nacionales de Ozono de América Latina y el Caribe (novembre 2018, Quito, Équateur)

⁹ Réunion de suivi des administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone du réseau de l'Asie du Sud-Est de 2001 (17 - 18 septembre 2001, Bangkok, Thaïlande)

¹⁰ Réunion principale du réseau des administrateurs des bureaux de l'ozone des pays anglophones des Caraïbes (18 - 20 avril 2005, Bridgetown, la Barbade)

aux administrateurs des bureaux nationaux de l’ozone ou aux groupes spécifiques de communiquer en temps réel aussi bien pendant qu’après les réunions.

33. Des réunions trop répétitives et routinières peuvent affecter la qualité de la participation ; dans certains cas, les chefs des UNO peuvent arrêter de participer, envoyant du personnel subalterne à leur place. Ceci peut perturber la qualité des délibérations pendant la réunion et rompre la communication au sein du réseau. Certaines personnes interrogées ont indiqué dans le questionnaire que la personne (ou les personnes) participant aux réunions de réseau est souvent la même que celle qui participe aux réunions du Protocole de Montréal. Bien que les réunions de réseau puissent constituer un terrain favorable à l’accompagnement du nouveau personnel et contribuer à une bonne planification de la relève, une participation inconstante peut rompre la communication interne, perturber l’attention portée à des sujets spécifiques par les fonctionnaires des pays et interférer avec le développement d’activités spécifiques. Elle peut également perturber la mémoire institutionnelle. Cette question a été mentionnée à divers degrés dans la plupart des régions en réseau, à l’exception de l’Europe et l’Asie centrale et de l’ORPALC, où les personnes interrogées ont indiqué que les décisions et les questions faisant l’objet de délibérations aux réunions de réseau sont très importantes, puisque les administrateurs des bureaux nationaux de l’ozone, qui sont généralement des fonctionnaires gouvernementaux, participent également aux réunions du Protocole de Montréal, et peuvent donc y avoir une influence sur le processus de prise de décision. Le développement des réunions électroniques dans le contexte actuel de COVID-19 a révélé un moyen efficace d’enregistrer les réunions et de les mettre à disposition des réseaux ; bien qu’une structure appropriée soit nécessaire pour une participation simple, ceci contribuera clairement à la continuité. Le PNUE a fourni une liste de réunions virtuelles tenues en 2020, qui a été incluse à l’Annexe II du présent document. Cependant, en raison du calendrier de préparation de l’étude théorique, elles n’ont pas été analysées.

34. Une baisse importante du roulement des administrateurs des bureaux nationaux de l’ozone au fil du temps a été déclarée dans toutes les régions, sauf la région du Pacifique où le sujet a été abordé en 2015 à la réunion de réseau des administrateurs des bureaux nationaux de l’ozone tenue aux Fidji¹¹ et la région des Caraïbes où il a été abordé à la réunion des administrateurs des bureaux nationaux de l’ozone des Caraïbes tenue à Grenade en 2017.¹² Les raisons de ce roulement ne sont pas complètement expliquées, mais pourraient être liées à la position et à la visibilité de l’UNO et/ou de l’administrateur du bureau national de l’ozone au sein du gouvernement. Les changements fréquents de personnel dans les UNO peuvent retarder les décisions et avoir une incidence négative sur la mémoire institutionnelle, à moins qu’une stratégie pour assurer la continuité (par exemple une planification de la relève) soit en place. Conformément aux recommandations de l’évaluation des réseaux de 2001, des programmes visant à « parrainer » les nouveaux membres du personnel ou le personnel subalterne participant aux réunions de réseau ont, depuis de nombreuses années, souvent été prévus à l’ordre du jour des réunions (par exemple, déclaré depuis 2001 dans les réunions de réseau d’Asie du Sud,¹³ et toujours en place au Panama en 2015, où un événement thématique spécifique sur ce sujet a été organisé).¹⁴ Le module de formation pour les nouveaux administrateurs de bureaux nationaux de l’ozone élaboré par *ActionOzone* et lancé en 2018 a apporté des contributions précieuses à cet objectif. Un mécanisme de formation en ligne a pu être créé pour les administrateurs des bureaux nationaux de l’ozone, avec un suivi des agences d’exécution pour aider à assurer la continuité du renforcement de la capacité des UNO.

¹¹ Réunion de réseau des administrateurs des bureaux nationaux de l’ozone des pays insulaires du Pacifique (octobre 2015, Fidji)

¹² Réunion annuelle des pays anglophones des Caraïbes et d’Haïti (mai 2017, Grenade)

¹³ Réunion principale des administrateurs des bureaux de l’ozone du réseau de l’Asie du Sud (28 avril - 1^{er} mai 2001, Téhéran, République islamique d’Iran)

¹⁴ Réunion conjointe des réseaux d’administrateurs des bureaux nationaux de l’ozone de l’Amérique latine et des Caraïbes (décembre 2015, Panama)

35. Un point important qui a été noté est que la simple participation (c'est-à-dire la participation ou non à une réunion) ne suffit pas en elle-même. L'incidence que peut avoir l'UNO sur la conformité aux mesures du Protocole de Montréal est beaucoup plus importante. Une personne interrogée a indiqué que c'étaient les apprentissages ramenés par l'administrateur du bureau national de l'ozone dans son pays et la mise en œuvre ou l'élaboration d'actions ou de mesures convenues pendant la réunion qui comptaient vraiment. En outre, il est possible qu'un nouvel administrateur de bureau national de l'ozone soit plus efficace qu'un autre expérimenté (c'est-à-dire que l'incidence ne dépend pas que de l'ancienneté, mais est clairement influencée par des actions spécifiques). Il a été suggéré d'instituer des indicateurs de performance/d'impact aussi bien à l'échelle nationale que régionale, que les administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone et les réseaux pourraient éventuellement utiliser pour évaluer plus profondément les résultats des réunions. Par exemple, la région de l'Europe et l'Asie centrale a établi un programme selon lequel chaque administrateur de bureau national de l'ozone rend compte au coordonnateur de réseau régional des actions menées et des développements réalisés après une réunion ; le coordonnateur de réseau régional partage à son tour ces informations avec tous les membres du réseau pour information, observations et suggestions. La Banque mondiale a déclaré que, dans les réseaux d'Asie occidentale et d'Asie du Sud-Est, un solide réseau de pays et une bonne communication avec les coordonnateurs de réseau régional assurent des discussions qui transcendent les réunions. L'évaluation de 2001 recommandait de formuler et d'améliorer des objectifs, des sous-objectifs et des résultats et indicateurs associés pour chaque réseau et région, avec une perspective à court et moyen termes. C'est l'un des domaines où, sur la base des rapports examinés, plus de travail semble être nécessaire, ce qui pourrait également contribuer à une appropriation plus robuste de la part des parties. Un module en ligne permanent de communication pourrait être conçu pour fournir l'assistance requise.

Ordres du jour et rapports des réunions

36. Les ordres du jour de réunion comprennent régulièrement une analyse et une mise à jour des décisions proposées ou prises aux réunions des parties ou du Comité exécutif. Ils continuent également à traiter de la conformité et de la ratification, le cas échéant. De nombreuses personnes interrogées ont indiqué dans le questionnaire préférer à des sessions longues un ordre du jour de réunion favorisant des présentations plus courtes et moins complexes sur des sujets spécifiques, avec plus de temps alloué aux délibérations et plus de rapports ou de cas d'étude de pays individuels. Ceci était déjà recommandé dans les évaluations de 2001. Un examen des rapports de réunion montre que les ordres du jour de réunion pour 2001 traitent de sujets plus variés, avec des présentations et des discours plus longs que lors des réunions plus récentes, qui tendent à être optimisées au fil des années, pour mieux répondre aux besoins des pays. Dans l'évaluation actuelle, il a été suggéré d'organiser des webinaires pour tenir des sessions spécifiques de délibérations et de clarification sur les décisions des réunions des parties et du Comité exécutif, accessibles à la demande par les administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone.

37. Les objectifs recherchés et les sujets à traiter pendant une réunion font normalement l'objet de discussions préalables entre le PAC, les coordonnateurs de réseau régional et les administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone. Les réseaux ont une approche globale similaire pour la définition des ordres du jour, en prenant en compte des questions générales telles que les décisions découlant du Protocole de Montréal ou des réunions du Comité exécutif, les questions de conformité et de rapport ou le commerce illicite de SAO. Cependant, la prise en compte de questions individuelles spécifiquement pertinentes pour chaque région est très importante, et un programme plus clair semble avantageux. La région de l'Europe et l'Asie centrale, par exemple, déclare que les moments forts et les recommandations des réunions sont collectés à la fin des réunions et diffusés immédiatement pour observations. Dans d'autres cas, il a été noté un risque de tomber dans un « ordre du jour routinier » dans certains rapports de réunion, surtout en Afrique et en Asie du Sud-Est. Ceci peut mener à une prise en compte insuffisante des nouvelles questions ou des défis imprévus (voire permanents).

38. L'agence d'exécution, le Fonds multilatéral et le Secrétariat de l'ozone sont parfois consultés avant la définition de l'ordre du jour, mais ceux-ci suggèrent, dans leurs réponses et leurs observations, que plus de temps soit prévu pour cette consultation et que celle-ci se fasse à travers un processus plus interactif qui permettrait la sélection des meilleurs experts au sein du personnel de l'agence d'exécution. L'importance de l'assistance d'experts lors des sessions techniques (et du financement de leurs déplacements) a été mentionnée par les personnes qui ont répondu au questionnaire. Comme les coordonnateurs de réseau régional ne participent pas régulièrement aux réunions des parties ou du Comité exécutif, ils s'appuient sur des rapports de réunions ou des pays membres pour les aider à identifier les sujets les plus pertinents. Les sujets de discussion et d'analyse dépendront nécessairement des situations particulières dans une région ou un réseau, et ceci souligne encore l'importance de laisser d'amples opportunités de prise de parole et de discussion. Ceci peut avoir lieu lors de sessions en face à face pendant la planification de futures réunions, ainsi qu'entre les réunions, par exemple par courrier électronique ou lors de sessions virtuelles. Les groupes d'administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone (par exemple, le Groupe des États d'Afrique ou le Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes (GRULAC)) se réunissant pendant les réunions du Protocole de Montréal peuvent également créer une opportunité d'identification, de discussion et d'accord sur des sujets pour future délibération.

39. Les ordres du jour et les sujets de discussion sont disponibles avant une réunion. Une grande partie de la documentation pertinente (c'est-à-dire les décisions, les ordres du jour et les points de discussion des réunions passées et à venir) est désormais disponible et librement accessible sur les sites web du Secrétariat de l'ozone et du Fonds multilatéral¹⁵. Les présentations ne sont généralement pas fournies à l'avance aux administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone, mais elles figurent dans les rapports de réunion. Toutefois, il est à noter qu'*ActionOzone* a également développé un portail des réunions¹⁶ regroupant des informations importantes sur toutes les réunions tenues par le réseau ainsi que d'autres sujets. Ces dernières années, les ordres du jour et les questions abordées, ainsi que les conclusions atteintes pendant les réunions font l'objet d'une impulsion plus régionale par les administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone que par le passé. Comme cela a déjà été indiqué, les forums en ligne où peuvent se tenir des discussions entre les réunions régionales sur les questions relatives à l'organisation et les suggestions de sujets spécifiques deviennent de plus en plus courants. Plusieurs programmes de communication ont été développés, tels que des groupes WhatsApp (pour la communication informelle), afin de tenir les membres informés et en liaison en temps réel, et leur bon fonctionnement dans les réseaux africains¹⁷ et possiblement d'autres a été mentionné.

40. Certaines personnes interrogées ont indiqué qu'il serait avantageux que le Fonds multilatéral et les Secrétariats de l'ozone participent plus activement à la préparation de l'ordre du jour et des documents de formation (par exemple, des documents contextuels tels que les documents d'introduction préparés par le Secrétariat de l'ozone pour les Parties du Protocole de Montréal et les membres du Comité d'application¹⁸ ou par le Fonds multilatéral pour les nouveaux membres du Comité exécutif).¹⁹ Un mécanisme de consultation et de participation continues par une plateforme électronique pourrait être élaboré.

¹⁵ www.ozone.unep.org et www.multilateralfund.org

¹⁶ <http://www.ozonationmeetings.org/ozonation-meeting-portal>

¹⁷ Comme cela a été déclaré dans l'« Étude théorique sur l'évaluation de la pérennité des réalisations du protocole de Montréal » UNEP/OzL.Pro/ExCom/84/12

¹⁸ <https://www.ozone.unep.org/meeting>

¹⁹ <http://www.multilateralfund.org/MeetingsandDocuments/executive-committee-resources/Shared%20Documents/2018Primer.pdf>

Évaluation des réseaux et suivi des recommandations

41. L'évaluation de 2001 indiquait la nécessité de collecter les recommandations issues de chaque réunion, d'intégrer ces recommandations dans le rapport de réunion et d'en assurer le suivi, selon le besoin, lors de la réunion suivante. Conformément à cette recommandation, la majorité des réunions de réseau tenues depuis 2000 ont à leur ordre du jour des sessions dont c'est l'objectif, aussi bien pour convenir des recommandations issues d'une réunion donnée que pour effectuer le suivi de la mise en œuvre des recommandations d'une réunion précédente.

42. Le suivi intersessions des questions issues des réunions de réseau ne semble pas toujours actif ou efficace et il existe une marge d'amélioration, au moins pour certains réseaux. Certaines personnes interrogées ont indiqué que c'était devenu une simple formalité et qu'il avait perdu de l'incidence. D'autres s'y consacrent plus activement et considèrent ce suivi important pour favoriser l'appropriation. Porter plus d'attention aux questions individuelles quotidiennes autour de la mise en œuvre du Protocole de Montréal a été mentionné comme un domaine critique nécessitant une attention permanente, qui influence également l'appropriation par les membres d'un réseau (la Banque mondiale). Les actions précoces proposées par les réseaux pour augmenter l'interaction et le suivi entre les réunions comprennent l'utilisation active de forums en ligne en Asie du Sud,²⁰ aux Caraïbes²¹ et dans les pays arabes²², ainsi que la tenue de sessions virtuelles entre les réunions, comme suggéré en 2010, à la réunion conjointe des réseaux de l'Europe et l'Asie centrale et de l'Asie du Sud.²³ Ces actions figuraient également dans les recommandations de l'évaluation de 2001. Cependant, leur mise en œuvre semble être variable et a rencontré des difficultés au fil des années (ce point est également abordé plus loin).

43. L'incidence des réseaux, et des réunions spécifiques, est souvent et généralement évaluée dans les réseaux à l'aide d'évaluations tenant compte des sujets délibérés, des experts et des personnes-ressources invités, de la formation des nouveaux administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone, des besoins des pays, des questions futures et d'autres sujets. Les résultats de ces évaluations sont pris en compte par les coordonnateurs de réseau régional pour les futures réunions. Elles sont souvent placées en début d'ordre du jour des réunions.

Interaction entre les réseaux

44. Bien que l'évaluation de 2001 recommandât le renforcement de l'implication inter-réseaux, ceci est encore déclaré comme peu fréquent et peu substantiel. Les coûts, le manque d'affectation de budget et la barrière de la langue ont été mentionnés par le PNUE comme des obstacles limitant l'implication inter-réseaux. À l'occasion, des coordonnateurs ou des administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone d'un réseau ont été invités à participer à des réunions d'un autre réseau, mais cette pratique n'est pas répandue. L'identification de questions communes qui affectent plusieurs régions, de questions inter-régionales et autres sont des facteurs qui peuvent justifier des réunions conjointes et pourraient ouvrir des opportunités pour un fonctionnement efficace, par exemple à travers la coordination des coûts.

45. À l'échelle sous-régionale, cependant, des interactions se produisent plus fréquemment entre les réseaux. Par exemple, les régions de l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est et le Bureau régional du PNUE pour

²⁰ Réunion principale des administrateurs des bureaux de l'ozone du réseau d'Asie du Sud (28 avril - 1^{er} mai 2001, Téhéran, République islamique d'Iran)

²¹ Réunion principale du réseau des agents de contrôle des SAO des pays anglophones des Caraïbes (19 - 20 novembre 2001, Guyana)

²² Réunion conjointe des agents de contrôle des SAO dans les pays arabes (21 - 22 octobre 2001, Le Caire, Égypte)

²³ Réunion conjointe des réseaux régionaux de l'ozone pour les régions de l'Europe et l'Asie centrale et de l'Asie du Sud (avril 2010, Turquie)

l'Asie occidentale ont tenu une réunion conjointe à Istanbul en 2010²⁴. Ces mêmes régions se sont récemment réunies en Chine avec l'objectif d'analyser les politiques sectorielles sur les SAO et le choix de solutions de remplacement, d'améliorer la coopération Sud-Sud, de fournir un retour d'information au Secrétariat de l'ozone concernant l'efficacité énergétique et la mise en œuvre de l'Amendement de Kigali, et d'encourager l'utilisation du consentement préalable officieux en connaissance de cause (iPIC) dans la région.²⁵ Les réseaux de pays francophones et anglophones d'Afrique se sont rencontrés en 2017 et 2018 pour discuter de défis techniques et politiques dans la réalisation des objectifs d'élimination à l'échelle régionale, ainsi que de normes pour les frigorigènes inflammables et le commerce illicite.^{26,27} La région de l'Asie du Sud-Est a tenu des réunions de réseau et thématiques conjointes en 2016 afin de discuter de la satisfaction des objectifs de conformité après 2015, des avantages connexes de l'élimination des HCFC, d'un partenariat pour la gestion des frigorigènes et d'études de solutions de remplacement des SAO, entre autres.²⁸ Les réseaux de l'Amérique latine et des Caraïbes se sont rencontrés en 2015 pour analyser l'état de préparation dans la région pour faire face aux défis impliqués par la proposition de gestion des HFC,²⁹ et en 2018 pour aborder les risques réels et potentiels de commerce illicite dans la région.³⁰ L'ORPALC mentionne la grande valeur des réunions conjointes, malgré la barrière de la langue.

46. Plus de deux décennies de réunions de réseau ont produit de nombreuses histoires de coopération régionale réussie, abordant et résolvant des défis communs, et permettant des progrès et de l'évolution dans le Protocole de Montréal. Par exemple, la promotion de l'utilisation de l'iPIC à travers les réseaux et aux échelles régionale et sous-régionale a joué un rôle actif dans le traitement du commerce illicite des SAO et la lutte contre celui-ci. La Chine a récemment empêché l'expédition illicite de 72 tonnes de HCFC-22 vers la Thaïlande à l'aide de ce mécanisme.³¹ L'implication de parties prenantes clés (par exemple, les autorités douanières, l'industrie) dans les réunions régionales et sous-régionales a également contribué à infléchir le commerce illicite de SAO avec succès. Au cours de la période de 20 ans couverte par l'évaluation, le Bureau régional du PNUE pour l'Asie et le Pacifique a organisé sept événements traitant spécifiquement de ce commerce illicite. La région de l'Europe et l'Asie centrale a établi le réseau pour l'application des lois dans le cadre d'un projet bilatéral tchèque et a lancé le prix du Protocole de Montréal pour les agents des douanes et de la force publique. Des réunions/cérémonies de remise de prix pour l'application des lois ont été organisées en 2009, 2010, 2012, 2014, 2016 et 2019 (six réunions). Le contrôle douanier à Urumqi a été organisé par la Chine, les pays d'Europe et d'Asie centrale et les pays en transition économique en juin 2019.

²⁴ Réunion conjointe des réseaux régionaux de l'ozone pour les régions de l'Europe et l'Asie centrale et de l'Asie du Sud (avril 2010, Turquie)

²⁵ Réunion conjointe des administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone de l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est et l'Asie occidentale (avril 2018, Chine).

²⁶ 21^e réunion de réseau et thématique conjointe des administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone pour l'Afrique (mai 2018, Botswana)

²⁷ Réunions conjointes et thématiques du réseau des administrateurs nationaux de l'ozone des 54 pays africains (mars 2017, Côte d'Ivoire).

²⁸ Réunions de réseau et thématique conjointes des administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone de l'Asie et du Pacifique (14 - 20 juin 2016, Suva, Fidji).

²⁹ Réunion conjointe des réseaux d'administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone de l'Amérique latine et des Caraïbes (décembre 2015, Panama).

³⁰ Reunión Regional de las Redes de Funcionarios Nacionales de Ozono de México, Centro América, América del Sur y El Caribe de habla hispana (25 - 26 juin 2018, Guatemala)

³¹ Le système iPIC d'ActionOzone aide à empêcher une expédition illicite de HCFC

<https://www.unenvironment.org/ozonaction/news/news/ozonactions-ipic-system-helps-prevent-illegal-shipment-72-tonnes-hcfc-22>

Réunions mondiales sur l'ozone

47. Les réunions de réseau mondiales de 2018³² et 2019³³ tenues à Paris, auxquelles tous les réseaux régionaux ont participé, ont offert de bonnes opportunités d'interaction inter-régionale et d'échange d'informations. Elles offraient une chance de constitution de réseau avec une grande diversité de parties prenantes, dont les Secrétariats et des parties non visées par l'Article 5, et une opportunité d'acquérir des connaissances sur de nombreux sujets.

48. Bien que ces réunions aient été considérées comme bénéfiques et que les évaluations incluses indiquent un degré élevé de satisfaction, plusieurs personnes qui ont répondu au questionnaire ont déclaré qu'elles étaient aussi étouffantes et déroutantes, avec seulement peu d'opportunités d'avoir des discussions propres à une région, les objectifs des réunions de réseau étant donc difficiles à atteindre. Il a été reconnu que de telles réunions mondiales ont une certaine valeur, mais en notant qu'elles ne devaient pas remplacer les réunions de réseau régionales, qui sont censées être adaptées aux besoins spécifiques d'une région et qui devraient se concentrer sur l'échange d'informations et le renforcement de la capacité. En outre, certaines personnes interrogées ont fait état d'inquiétudes en ce qui concerne le coût de l'organisation de telles réunions et l'obstacle que constitue la barrière de la langue.

49. Certains ont en plus indiqué que les réunions mondiales privaient un pays des avantages tirés de l'accueil d'une réunion de réseau en matière de mise en valeur du Protocole de Montréal auprès des autorités gouvernementales, de sensibilisation au besoin continu de protection de la couche d'ozone auprès du grand public et de mise en avant de l'expertise et des progrès locaux, ces avantages faisant défaut à une réunion mondiale.

Renforcement de la capacité

Rôle des réunions de réseau

50. Le Programme de travail du PNUE pour 2001 a défini le rôle du réseau ainsi : « L'objectif de base des réseaux est de renforcer la capacité des administrateurs des Bureaux de l'ozone à concevoir et mettre en œuvre des politiques et des stratégies efficaces, bien adaptées aux conditions dans leurs pays, qui permettront à leurs pays d'atteindre la conformité aux mesures de réglementation du Protocole de Montréal »³⁴.

51. Les réseaux régionaux (à travers le PAC) ont joué un rôle primordial dans l'apport d'assistance en matière de formation et d'échange d'informations. En outre, ils contribuent à renforcer l'expertise dans les domaines tels que, *entre autres* : l'élaboration de cadres directeurs, législatifs et réglementaires (par exemple pour contrôler les HFC ou les équipements en contenant) ; l'établissement de programmes d'octroi de permis et de quotas pour l'importation/l'exportation (par exemple, utilisés, entre autres, pour contrôler les importations de bromure de méthyle et s'assurer qu'elles sont utilisées uniquement pour des applications de quarantaine et préalables à l'expédition) ; l'analyse des avantages et de la faisabilité de la création d'incitations fiscales pour encourager l'élimination des SAO (par exemple, l'adoption de solutions de remplacement) ou de mesures dissuasives/pénalités pour décourager la poursuite de l'utilisation de SAO ; le travail avec le secteur informel et les petites entreprises ; l'incitation au développement technologique ; le contrôle/la prévention du commerce illicite (souvent à travers des stratégies régionales) ; et le

³² Premiers ateliers techniques thématiques inter-régionaux et réunions de réseau régional pour les administrateurs des bureaux régionaux de l'ozone (15 - 19 janvier 2018, Paris, France)

³³ Deuxième réunion inter-régionale mondiale et sessions « Join the experts » pour les administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone (18 - 19 février 2019, Paris, France)

³⁴ Rapport final de l'évaluation des réseaux régionaux (UNEP/OzL.Pro/ExCom/33/7)

financement de ressources/les modalités de co-financement des projets (un sujet aujourd'hui de plus en plus important).

52. Des présentations sur ces sujets ou ces domaines professionnels sont régulièrement programmées pendant les réunions et sont jugées d'une forte pertinence par les participants. Les questions liées à la préparation et au progrès des PGEH ont également été continuellement abordées au cours des cinq à 10 dernières années, parfois au point de devenir des ateliers ou des réunions thématiques.

Formation et ateliers techniques

53. La formation des nouveaux administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone est dispensée lors de sessions spéciales et à travers un programme de parrainage effectué avec l'aide d'administrateurs plus expérimentés. La nécessité d'une telle formation dépend des réseaux et semble liée au degré de roulement (par exemple, elle est déclarée nécessaire et utile dans les réseaux des pays insulaires du Pacifique et des Caraïbes, mais non prioritaire dans le réseau de l'Europe et l'Asie centrale). L'ORPALC a déclaré que le module de formation des administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone récemment élaboré par *ActionOzone*³⁵ dans le cadre du Programme de travail du PAC 2019 et lancé à Saint-Vincent-et-les-Grenadines offrait de très bons résultats dans la région.

54. L'ensemble des documents analysés pour cette évaluation révèle que le nombre d'événements de renforcement de la capacité a augmenté régulièrement depuis 2000 :

- un atelier régional a été tenu en 2000 et en 2001, tous deux dans la région du Bureau régional du PNUE pour l'Asie et le Pacifique ;
- au cours de la période de 20 ans couverte par l'évaluation, en moyenne cinq à six événements de renforcement de la capacité (c'est-à-dire des réunions, des ateliers) ont été tenus par an, pour un total de 112 jusqu'en 2019. L'année la plus active a été 2013 avec 16 événements, suivie de 2018 avec 10 événements. C'est le réseau de l'Europe et l'Asie centrale qui a organisé le plus grand nombre d'événements, avec un total de 27 entre 2003 et 2019 ; le réseau des pays anglophones du Bureau régional pour l'Afrique a organisé 10 événements et le réseau des pays francophones du Bureau régional pour l'Afrique en a organisé 17 ; l'ORPALC a organisé 15 événements ; le Bureau régional pour l'Asie occidentale a organisé 7 événements et le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique en a organisé 21. Plusieurs événements de renforcement de la capacité ont directement été organisés par le PNUE/ActionOzone, et également par des parties non visées à l'Article 5, par exemple le Japon ;
- les sujets et les objectifs des réunions ont changé parallèlement aux développements se produisant dans le Protocole de Montréal et relativement, par exemple, aux échéances de réduction ou d'élimination pour des SAO spécifiques. Le bromure de méthyle a été le sujet de six ateliers dans les réseaux entre 2003 et 2014, mais n'a pas été abordé depuis ;
- les halons n'ont été le sujet d'ateliers que deux fois, en 2003 dans la région de l'Europe et l'Asie centrale et en 2006 dans la région de l'Afrique occidentale, et les inhalateurs à doseur une fois en 2006 dans la région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique, mais l'ordre du jour de plusieurs réunions comprenait des sessions relatives aux halons ;

³⁵ <http://www.ozonactionmeetings.org/introductory-training-package-new-national-ozone-officers>

- dans l'ensemble, les sujets les plus récurrents sont les frigorigènes, la préparation des PGEH et la prévention du commerce illicite. L'échange d'informations sur le commerce des SAO, l'harmonisation de la législation associée et l'initiative Douanes vertes sont des sujets associés à la prévention du commerce illicite ;
- plus récemment, comme l'on pouvait s'y attendre, la réduction des HFC et l'Amendement de Kigali ont pris le devant de la scène, avec sept événements associés ayant eu lieu depuis 2017 ; et
- les programmes de formation organisés par ActionOzone visant spécifiquement les nouveaux administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone s'avèrent très utiles pour fournir des connaissances, des outils d'information et les compétences nécessaires pour permettre aux administrateurs de soutenir leur pays dans le respect des mesures du Protocole de Montréal. Voir, par exemple, le programme de formation pour les nouveaux administrateurs des bureaux de l'ozone des réseaux de l'Asie et du Pacifique.³⁶

55. Il est important de noter, cependant, que de nombreuses réunions de réseau intègrent des sessions thématiques à leur ordre du jour, et l'absence d'événement spécifique n'indique donc pas qu'un sujet particulier n'a pas été traité. L'Annexe IV du présent document contient une liste détaillée des événements organisés pendant la période analysée par la présente évaluation, avec une brève description des sujets abordés.

56. Les réunions sont déclarées utiles dans les évaluations des réunions de réseau, principalement parce qu'elles permettent une capacité ciblée ou focalisée sur les questions importantes du moment. Des experts et d'autres parties prenantes clés sont invités à effectuer des présentations et à fournir une analyse sur les sujets pour lesquels les membres du réseau ont indiqué avoir besoin de clarifications ou d'une meilleure compréhension.

57. Des ateliers officiels sont parfois organisés autour de sujets sélectionnés, par exemple, un événement spécialisé pour la formation et la certification des techniciens du secteur de la réfrigération et de la climatisation organisé par le réseau de l'Asie du Sud et de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique,³⁷ ou pour proposer des activités habilitantes pour la réduction des HFC pour les pays anglophones d'Afrique.³⁸ Les évaluations intégrées aux rapports de réunion indiquent un niveau élevé de satisfaction des participants en ce qui concerne la qualité de la formation dispensée et de sa contribution à la conformité aux mesures du Protocole de Montréal.

58. Lors des cinq à 10 dernières années, les ateliers de jumelage permettent aux réunions de réseau d'aborder des sujets habituels et de traiter en plus de domaines spécifiques qui requièrent une formation, une clarification ou une expertise spéciale. Le réseau de l'Afrique occidentale a été très dynamique dans le développement du concept de jumelage, avec une réunion thématique associée conjointement avec le Bureau régional de l'Afrique dédiée aux programmes de formation et de certification pour les techniciens

³⁶ Programme de formation pour les nouveaux administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone des réseaux de l'Asie et du Pacifique (26 - 29 septembre 2018, Bangkok, Thaïlande) (<http://www.ozonactionmeetings.org/training-programme-new-national-ozone-officers-asia-and-pacific-networks-bangkok-thailand-26-29-6>)

³⁷ Atelier régional de consultation avec les maîtres formateurs des techniciens des réseaux de l'Asie du Sud et du Sud-Est (7 décembre 2018, Guangzhou Light Industries Technicians College, Guangzhou, Chine)

³⁸ Atelier d'activités habilitantes pour la réduction des HFC pour la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) du réseau des pays anglophones d'Afrique (17 - 19 juin 2019, Mahé, Seychelles)

de réfrigération et de climatisation, en 2008³⁹ et une autre, également conjointement avec le Bureau régional de l'Afrique, axée sur le bromure de méthyle, en 2014⁴⁰. Les réunions de jumelage peuvent comprendre des organisations douanières nationales ou régionales de diverses régions, quelques exemples étant présentés ci-dessous :

- un atelier de jumelage tenu dans les pays insulaires du Pacifique (2019),⁴¹ rassemblant les administrateurs des bureaux de l'ozone et les agents des douanes, visant à renforcer les mécanismes de surveillance et d'application pour les SAO et les HFC par l'intégration de la réglementation des échanges commerciaux dans les opérations douanières et par l'obtention de la collaboration entre les autorités douanières et celles responsables de l'ozone aux échelles régionale et nationale ;
- un atelier de jumelage impliquant les administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone et les agents des douanes, et des dialogues transfrontaliers pour les pays des réseaux de l'Asie du Sud et de l'Asie du Sud-Est⁴² où les programmes d'octroi de permis et de quotas, les mécanismes de vérification des données et de communication des données, et les différences entre les pays ont été abordés. Des délibérations ont également eu lieu sur un mémorandum d'entente entre l'UNO d'un pays et ses autorités douanières afin d'établir une relation durable pour surveiller et contrôler le commerce des SAO, comprenant la formation des douanes, des réunions régulières de coordination pour la vérification/l'actualisation des données des SAO, l'application des lois/les opérations, et la gestion de l'évaluation des profils de risque ; et
- deux ateliers de jumelage tenus dans la région de l'océan Atlantique Est, rassemblant les administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone et les agents des douanes pour discuter des différences de données et du renforcement de la coopération transfrontalière. Le premier était destiné aux pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et tenu en Afrique du Sud en 2018⁴³, et le second, destiné aux pays d'Afrique de l'Est, s'est tenu en Ouganda en 2019⁴⁴.

59. Globalement, ces réunions sont déclarées utiles pour découvrir des synergies qui renforcent l'application de mécanismes établis afin de contrôler la consommation et le commerce des SAO.

60. Ceci est également possible à travers les « réunions *Ozone2Climate* », où des questions pertinentes telles que la formation et la certification des techniciens de réfrigération et de climatisation sont abordées, des tables rondes sur des sujets d'intérêt sont tenues (par exemple, les frigorigènes et la sécurité, les bonnes

³⁹ Réunion principale conjointe pour les réseaux d'agents de contrôle des SAO des pays (anglophones) d'Afrique et d'Asie occidentale et le réseau d'application des règlements douaniers du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (mai 2008, Le Caire, Égypte)

⁴⁰ Atelier de politique mondiale et technique sur le bromure de méthyle. Vers une élimination totale réussie avant le 1^{er} janvier 2015 : Méthodes et défis (février 2014, Charm el-Cheikh, Égypte)

⁴¹ Atelier de jumelage pour les administrateurs des bureaux de l'ozone et les agents des douanes des pays insulaires du Pacifique sur le renforcement des mécanismes de surveillance et d'application pour la réglementation des échanges commerciaux des substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO) et des HFC (16 - 17 août 2019, Koror, Palaos)

⁴² Atelier de jumelage pour les administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone et les agents des douanes et dialogues transfrontaliers pour les pays des réseaux de l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est (octobre 2018, Thaïlande).

⁴³ Atelier de jumelage des UNO et des douanes et dialogues transfrontaliers pour les pays de la région SADC – Réseau des pays anglophones d'Afrique (24 - 26 octobre 2018, Johannesburg, Afrique du Sud)

⁴⁴ Atelier de jumelage des UNO et des douanes et dialogues transfrontaliers pour les pays de la région de l'Afrique de l'Est – Réseau des pays anglophones d'Afrique (20 - 22 novembre 2019, Kampala, Ouganda)

pratiques dans le secteur de l'entretien, les compresseurs, la climatisation, les pompes à chaleur et la chaîne du froid) et de nombreuses parties prenantes sont présentes, y compris des entreprises (industries) commerciales qui peuvent présenter leurs produits.

61. Certaines personnes qui ont répondu au questionnaire, ainsi que les évaluations se trouvant dans les rapports de réunion, ont souligné l'importance de s'assurer que ces réunions ne deviennent pas l'occasion de promouvoir certaines technologies ou solutions de remplacement, et que les technologies présentées sont effectivement appropriées et disponibles pour une utilisation dans les pays visés à l'Article 5.

Coopération Sud-Sud

62. Les activités de coopération Sud-Sud (ou entre pays) sont très encouragées pendant les réunions de réseau, avec de nombreux exemples de réussite s'étendant sur de nombreuses années, sur divers sujets, tels que :

- l'assistance de la Thaïlande aux Philippines, avec le soutien du PAC, pour l'élaboration du système de pièce justificative pour la vente d'équipements mobiles de climatisation aux PME locales, en utilisant une combinaison de contributions des boutiques et de valeur fixée de subvention (2003) ;⁴⁵
- le réseau de l'ORPALC a conçu une base de données des questions spécifiques liées à l'élimination des SAO et des experts disponibles pour fournir des informations ;⁴⁶
- la coopération, avec la facilitation du PAC, des exploitants et du personnel de l'UNO du Botswana pour visiter les fermes du Kenya afin de s'informer sur les solutions de remplacement du bromure de méthyle (2005) ;⁴⁷
- la Corée a convenu d'échanger des informations avec le Pakistan au sujet de ses exportations de tétrachlorure de carbone, établissant un mécanisme bénéfique pour l'échange d'informations, et l'Iran a convenu d'envoyer une personne-ressource parlant le farsi en Afghanistan pour la formation à la réfrigération (2006) ;⁴⁸
- mise en place d'une coopération internationale en s'appuyant sur la déclaration de Doha encourageant la coopération entre les établissements de défense afin de partager des informations sur les halons (2009) ;⁴⁹ et

⁴⁵ Réunion des agents de contrôle des SAO du réseau de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique (8 - 11 octobre 2003, Phuket, Thaïlande)

⁴⁶ Réunion principale conjointe des agents de contrôle des SAO des réseaux du Mexique et de l'Amérique centrale, de l'Amérique du Sud et des pays hispanophones des Caraïbes (5 - 8 mai 2003, Bogota, Colombie)

⁴⁷ Rapport de la 11^e réunion du réseau des agents de contrôle des SAO pour les pays anglophones d'Afrique (13 - 16 juin 2005, Mombasa, Kenya)

⁴⁸ Réunions conjointes des réseaux de l'Asie du Sud et de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique en 2006 (22 - 24 mai 2006, Bangkok, Thaïlande)

⁴⁹ Atelier sous-régional sur l'élimination des SAO dans les applications militaires (16 - 17 avril 2009, Colombo, Sri Lanka)

- le programme élaboré par l'UNO du Chili en 2016⁵⁰ en collaboration avec le Ministère de l'agriculture afin de suivre et de surveiller l'utilisation de bromure de méthyle importé dans le pays pour des utilisations pour des applications de quarantaine et préalables à l'expédition (exemptées), pour empêcher la dérive de cette substance dans des utilisations réglementées (ce qui mettrait le pays en non-conformité), a été utilisé comme modèle et exemple par le réseau de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique pour aider à traiter ce problème en 2019.⁵¹

Rôle des personnes-ressources

63. Dès l'origine des réseaux régionaux de l'ozone, des personnes-ressources ont été invitées à participer aux réunions et sont considérées comme des atouts précieux. L'évaluation de 2001 recommandait que les personnes-ressources continuent d'être invitées puisqu'elles contribuaient au renforcement de la capacité, et cette recommandation a clairement été mise en œuvre. Les personnes-ressources peuvent être, par exemple, des experts indépendants qui sont parfois également des membres des groupes d'évaluation du Protocole de Montréal (par exemple, le GETE ou des membres des comités des choix techniques, ou le GES), des chercheurs, des universitaires, des consultants et autres, à qui il est demandé de fournir des informations sur un sujet, une technologie ou une question spécifique. Parmi les exemples récents de personnes-ressources figurent des agents des douanes, des experts en mousses, halons, frigorigènes ou efficacité énergétique, des conseillers juridiques et des représentants des associations industrielles, surtout dans le secteur de la réfrigération et de la climatisation. Des membres du Secrétariat de l'ozone ou du Fonds multilatéral sont également invités pour fournir des connaissances et des analyses sur des sujets spécifiques. Différentes agences d'exécution et le Secrétariat de l'ozone ont déclaré, dans leurs réponses au questionnaire, qu'ils apprécieraient la possibilité d'étendre la consultation sur les sujets, le choix d'experts et la préparation. Certains coordonnateurs de réseau régional (par exemple, l'ORPALC) ont déclaré jouer un rôle actif dans la sélection des personnes-ressources avec une expertise spécifique et qu'il est, si possible, préférable qu'elles viennent de la région. La région de l'Europe et l'Asie centrale invite régulièrement les agences et les Secrétariats pour qu'ils proposent des sujets d'ordre du jour et leurs propres contributions. Les points de l'ordre du jour dépendront des experts confirmés et des contributions des partenaires bilatéraux, agences d'exécution et Secrétariats.

64. Les contributions des personnes-ressources (ou des institutions/organisations) doivent évoluer et prendre de l'ampleur conformément aux développements du Protocole de Montréal. Par exemple, les experts du changement climatique offrent un retour d'information utile pour des sessions spécifiques abordant l'Amendement de Kigali ; un atelier autour des normes tenu à Gold Coast, en Australie, pour aider les pays à comprendre les exigences pour l'adoption des technologies de frigorigène⁵² ; ou des réunions avec des représentants de l'Organisation mondiale des douanes (OMD) pour acquérir des connaissances sur les codes du SH, afin d'identifier plus rapidement les frigorigènes (et plus récemment les HFC), ont été des contributions réussies déclenchées par le réseau de l'Europe et l'Asie centrale.⁵³ L'implication d'organismes régionaux tels que la Communauté des Caraïbes (CARICOM, l'Organisation des États des Caraïbes orientales) ou le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) a eu des

⁵⁰ Réunion des réseaux de l'Amérique latine et des Caraïbes (13 -19 mai 2016, Santiago, Chili).

⁵¹ Recommandations/Conclusions de la réunion de réseau des administrateurs des Bureaux de l'ozone de l'Asie du Sud-Est (20 février 2019, Paris)

⁵² Réunion de réseau conjointe des administrateurs des bureaux de l'ozone de l'Asie et du Pacifique (mai 2013, Gold Coast, Australie)

⁵³ Atelier régional des douanes vertes de l'Europe et l'Asie centrale et réunion de réseau pour l'application des lois de l'Europe et l'Asie centrale (11 - 15 octobre 2010, Achgabat, Turkménistan)

conséquences positives pendant de nombreuses réunions de réseau au cours des 20 dernières années, surtout en ce qui concerne le contrôle du commerce des SAO et des technologies de SAO (ou des équipements contenant des SAO).^{54 55}

65. Lorsqu'une considération plus étendue d'un sujet spécifique est nécessaire, un atelier ou une réunion thématique peut être organisé pendant une réunion de réseau, avec un ordre du jour distinct. Ceci est l'idéal, puisque les personnes-ressources ou les parties prenantes qui ne sont pas des administrateurs de bureaux nationaux de l'ozone ne devraient pas prendre part aux délibérations internes au réseau (par exemple, la législation sur les HFC). Il est particulièrement important d'éviter les conflits d'intérêt réels ou perçus, par exemple, avec la promotion de certaines technologies ou de certains produits, des groupes industriels offrant une aide financière, entre autres.

Coordination avec les agences bilatérales et d'exécution

66. Les réseaux régionaux offrent d'excellentes opportunités pour l'échange d'informations et la collaboration fructueuse entre les administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone, les agences bilatérales et d'exécution, le Fonds multilatéral et le Secrétariat de l'ozone, et les pays non visés à l'Article 5. Les ordres du jour de réunion comprennent régulièrement des sessions en tête-à-tête entre un pays et une agence bilatérale ou d'exécution, des représentants du Secrétariat ou d'une Partie, permettant d'aborder les questions et les défis, les demandes de clarification et de financement/les besoins en expertise propres à un pays. Ces sessions peuvent également être organisées sur place, si des sujets de dernière minute émergent. À nouveau, ceci est conforme à l'évaluation de 2001, qui recommandait que les réseaux « continuent à offrir un forum dans leurs régions, où les agences d'exécution, le Secrétariat et les Parties non visées à l'Article 5 rencontrent les administrateurs des bureaux de l'ozone et abordent et clarifient les questions liées aux projets et aux politiques, partagent et mettent à jour des informations et échangent des retours d'information sur les perceptions, les actions et les inquiétudes de chacun ».⁵⁶

67. En répondant au questionnaire, toutes les agences bilatérales et d'exécution et le Secrétariat de l'ozone ont mentionné leur volonté de s'impliquer dans une interaction plus profonde et complète, et d'explorer des manières d'améliorer la collaboration. Certaines ont indiqué qu'elles n'avaient eu qu'une possibilité limitée de contribuer efficacement à l'ordre du jour de la réunion et qu'elles seraient tout à fait disposées à le faire. Les suggestions pour y parvenir incluent la préparation de documents contextuels plus spécifiques, l'implication plus dynamique avec les réseaux pour discuter des sujets d'intérêt, et la sélection des meilleurs experts au sein de leur personnel pour participer aux réunions.

68. Les réseaux, quant à eux, fournissent aux agences d'exécution et aux Secrétariats de précieuses informations sur les défis collectifs/régionaux rencontrés par les pays. L'opportunité pour les agences d'interagir avec les clients dans un cadre différent des activités directement liées au projet dans le pays est précieuse, favorisant par exemple la coordination ou l'échange d'informations entre plusieurs pays travaillant avec la même agence. Les Secrétariats peuvent également prendre connaissance des besoins spécifiques et des défis qu'un pays ou une région donnée doit relever. Les partenaires non visés à l'Article 5 restent généralement stables dans une région donnée, par exemple la Suède et le réseau de l'Asie du Sud-Est ou l'Australie pour les pays insulaires du Pacifique. Les relations à long terme de ce type peuvent revêtir une certaine importance dans l'apport d'un soutien approprié. Les agences d'exécution qui mènent des

⁵⁴ Réunion principale du réseau des agents de contrôle des SAO des pays anglophones des Caraïbes (19 - 20 novembre 2001, Guyana)

⁵⁵ Rapport de la réunion principale conjointe pour les réseaux d'agents de contrôle des SAO des pays (anglophones) d'Afrique et d'Asie occidentale et le réseau d'application des règlements douaniers du Marché commun de l'Afrique orientale et australe de 2008 (mai 2008, Le Caire, Égypte).

⁵⁶ Paragraphe 60 du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/33/7

actions dans une région donnée participeront régulièrement aux réunions de réseau puisqu'il est de leur intérêt de communiquer avec les pays spécifiques de cette région. À ce titre, par exemple, l'ORPALC a déclaré que le PNUD et l'ONUDI étaient plus actives dans les réunions de réseau de cette région que la Banque mondiale, avec le PNUE jouant un rôle de coordination.

69. Le PNUE/PAC joue un rôle critique lors de l'organisation des réunions, en s'assurant que les personnes clés qui aident à faire progresser ces questions participent aux réunions. L'objectif est d'améliorer la coopération et de s'assurer que les membres du réseau profitent pleinement de leur statut de Parties au Protocole de Montréal. Il est à ce titre très important de profiter pleinement des représentants de pays du Comité exécutif et des délégués qui participent aux réunions du Protocole de Montréal. Les plans de travail du PNUE/PAC sont abordés pendant les réunions de réseau en vue de partager les activités proposées et de regrouper les idées et les suggestions des participants. Ceci revêt une importance majeure dans la définition des sujets pour les documents de communication (c'est-à-dire le programme de centre d'échange d'informations du PAC, qui s'occupe de la stratégie de communication du PAC par des publications), y compris les demandes de traduction (par exemple, de la région de l'Europe et l'Asie centrale pour la traduction de rapports de réunion et d'autres documents en russe^{57,58,59} ou de manuels du PNUE en espagnol),⁶⁰ qui ont alors une incidence directe sur les stratégies de sensibilisation et de formation. La traduction a en outre été jugée importante pour les questions clés telles que la mise en place de programmes d'octroi de permis ou de cadres réglementaires et l'élaboration de normes d'étiquetage et de sécurité.

Meilleures pratiques pour l'exécution d'un projet

70. Les meilleures pratiques sont abordées et prises en compte dans divers secteurs pendant les réunions de réseau. Il a été découvert que, dans les réunions récentes, les meilleures pratiques ont été abordées plus fréquemment et, de manière très pertinente, en référence aux frigorigènes.

71. Les meilleures pratiques ne sont pas particulièrement mentionnées dans les recommandations des évaluations précédentes. Toutefois, elles ont été abordées dans le contexte d'autres SAO et d'autres secteurs, tels que la gestion intégrée des parasites lors de l'évaluation des solutions de remplacement du bromure de méthyle comme fumigant de sol dans les cultures. Des exemples clairs de mise en œuvre de solutions de rechange selon les meilleures pratiques sont disponibles dans les rapports de la réunion conjointe des pays anglophones d'Afrique et d'Asie occidentale de 2008,⁶¹ la réunion régionale sur les solutions de remplacement du bromure de méthyle de 2008 tenue en Égypte⁶², ou l'atelier tenu en 2014 également en Égypte.⁶³ De plus, le partage d'expérience sur la mise en œuvre de projets spécifiques ou d'activités, parfois ayant lieu à la marge des réunions, peut contribuer à l'adoption des meilleures pratiques.

⁵⁷ Atelier régional des Douanes vertes de l'Europe et l'Asie centrale et réunion de réseau pour l'application des lois de l'Europe et l'Asie centrale (11 - 15 octobre 2010, Achgabat, Turkménistan)

⁵⁸ Réunion thématique pour les pays candidats sur l'harmonisation de la législation relative aux SAO avec les réglementations de l'UE (septembre 2010, Serbie)

⁵⁹ Réunion annuelle des réseaux régionaux de l'ozone pour l'Europe et l'Asie centrale (26 - 28 mai 2015, Erevan, Arménie)

⁶⁰ Réunion des réseaux d'administrateurs des bureaux de l'ozone de l'Amérique centrale, de l'Amérique du Sud et des pays hispanophones des Caraïbes (5 décembre 2014, République dominicaine)

⁶¹ Rapport de la réunion principale conjointe pour les réseaux d'agents de contrôle des SAO des pays (anglophones) d'Afrique et d'Asie occidentale et le réseau d'application des règlements douaniers du Marché commun de l'Afrique orientale et australe de 2008 (mai 2008, Le Caire, Égypte)

⁶² Réunion régionale sur les solutions de remplacement du bromure de méthyle (9 - 11 décembre 2007, Égypte)

⁶³ Atelier de politique mondiale et technique sur le bromure de méthyle. Vers une élimination totale réussie avant le 1^{er} janvier 2015 : Méthodes et défis (février 2014, Charm el-Cheikh, Égypte)

Nouveaux défis et enjeux émergents

72. L'analyse des rapports de réunion indique que les réseaux ont joué un rôle clé pour favoriser la progression vers l'Amendement de Kigali. Depuis 2001, les liens entre la protection de l'ozone et le climat ont été abordés, y compris les solutions de réduction des HFC, qui avaient dans certains cas déjà été identifiées comme présentant un PRG élevé. Ceci a été élaboré avec le soutien des agences bilatérales et d'exécution et des partenaires non visés à l'Article 5, surtout l'Australie et les États-Unis d'Amérique.

73. Avec l'Amendement de Kigali désormais en vigueur, les réseaux jouissent d'une importance renouvelée. La structure existante comme plateforme d'apprentissage précoce, d'échange d'informations et de préparation aux questions à venir est un environnement robuste, développé pendant plus de 25 ans, à partir duquel les liens entre l'ozone et le climat peuvent être efficacement traités. Les dispositions convenues au titre de l'Amendement de Kigali nécessitent l'engagement de nouvelles parties prenantes (par exemple des experts du climat et de l'efficacité énergétique) tout en maintenant l'inertie pour l'élimination des SAO restantes et, peut-être surtout, en pérennisant l'élimination déjà réalisée. Les nouveaux sujets découlant du Protocole ont une incidence sur des industries et des secteurs, établissant des liens qui n'avaient peut-être pas émergé de manière si évidente auparavant (par exemple, l'incidence directe d'une chaîne du froid appropriée sur la sécurité alimentaire). Le soutien fourni par les réseaux pour traiter ces questions tout en renforçant les cadres réglementaires selon le besoin, en maintenant l'importance de la protection de la couche d'ozone, et en élaborant des programmes d'octroi de permis et de quotas de HFC, la formation et la certification le cas échéant, semble plus pertinent que jamais.

74. La plupart des personnes interrogées ont affirmé que les réseaux ne nécessitent pas de modifications particulières de leur rôle, leur structure ou leur fonctionnement au vu de l'Amendement de Kigali, mais ont recommandé des activités de revitalisation et de renforcement telles que des formations et du renforcement de la capacité, pour assurer une assistance technique appropriée. Par exemple, le travail afférant aux codes du système harmonisé (SH) qui traite spécifiquement des HFC, le renforcement des programmes de certification pour les techniciens de réfrigération, et le traitement des difficultés pour atteindre les PME dans les parties visées à l'Article 5, surtout lorsqu'elles sont situées dans des zones rurales éloignées, ont été mentionnés comme questions nécessitant une attention particulière. Comme l'Amendement de Kigali implique de nouveaux sujets qui n'étaient pas pris en compte dans le cadre du Protocole (par exemple la consommation en équivalents CO₂), des parties prenantes nouvelles et différentes doivent être impliquées, tout en restant indépendantes et neutres. Les solutions technologiques doivent être présentées avec un accompagnement pour assurer un choix compatible avec le pays, accessible, peu onéreux et sûr. Des ateliers de jumelage ou des formats similaires peuvent être utilisés pour renforcer l'intégration entre le Protocole de Montréal et l'Amendement de Kigali dans des ordres du jour de politique nationale et des cadres d'objectifs de développement durable (ODD). Le rôle de conseil en matière de politique des réseaux envers les pays à faible volume de consommation devient de plus en plus pertinent, puisque la plupart de ces pays ne fabriquent pas de SAO ou d'équipements contenant des SAO. Ceux-ci peuvent faire face à des obstacles dans l'élaboration et la mise à jour de leurs programmes d'octroi de permis et de quotas pour le contrôle du commerce de SAO, et ne pas avoir accès aux technologies de remplacement proposées.

75. À travers l'Amendement de Kigali, le Protocole de Montréal a évolué vers un accord de protection de la couche d'ozone et du climat et, à ce titre, le PNUE suggère qu'il puisse désormais être approprié de se référer aux Administrateurs du Protocole de Montréal plutôt qu'aux administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone, aux Unités du Protocole de Montréal plutôt qu'aux UNO, et aux Réseaux régionaux du Protocole de Montréal plutôt qu'aux Réseaux régionaux de l'ozone.

76. Il est de plus en plus important d'assurer la durabilité des réalisations du Protocole de Montréal à ce jour. Les réseaux jouent un rôle très pertinent dans la pérennisation de l'élimination des SAO puisqu'ils continuent à suivre les défis, les développements et les enjeux dans les pays membres, et à assurer la

préservation de la mémoire institutionnelle. Les réseaux sont les dépositaires de la connaissance, de l'historique et des pratiques, et ils jouent un rôle clé en aidant les pays à aborder des défis conséquents et récurrents tels que la gestion et la destruction des SAO, et la lutte contre le commerce illicite. Un défi mentionné de manière répétitive au fil des années, mais encore abordé, est le suivi des importations de bromure de méthyle pour des applications de quarantaine et préalables à l'expédition et la manière de s'assurer que cette SAO ne se retrouve pas dans les utilisations réglementées (par exemple, l'Inde a abordé cette question pendant la réunion de réseau de l'Asie du Sud tenue en Inde en 2017,⁶⁴ tout comme la région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique en 2018⁶⁵), qui ont été interdites dans les parties visées à l'Article 5 depuis 2015. Une importance renouvelée est accordée aux synergies de renforcement et à la coopération avec le Fonds multilatéral et les Secrétariats de l'ozone, car les réseaux peuvent favoriser les opportunités de formation et de renforcement de la capacité, y compris pour les petites entreprises ou même dans les secteurs informels où il a été indiqué qu'il est plus difficile d'assurer la communication de rapports, le contrôle et la mise en œuvre de solutions de remplacement.^{66 67}

77. La mise en œuvre en parallèle de certaines activités liées à l'élimination des HCFC et d'activités pour l'adoption de technologies durables dans le domaine du refroidissement (qui compte des projets du Protocole de Montréal et des activités non financées par le Fonds multilatéral, tels que le KCEP) apparaît également comme un défi en raison de la complexité pour le personnel de gérer plusieurs projets et d'une complexité technique accrue. Les réseaux peuvent ainsi jouer un rôle crucial en assurant de la formation et partager des expériences pour surmonter ces défis.

78. La viabilité financière a brièvement été abordée dans les évaluations de 1994 et 2001, et il a été noté dans cette dernière que « la continuité des réseaux dépend entièrement de la poursuite du financement par le Fonds multilatéral et le gouvernement de la Suède pour le réseau de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique. L'appui continu en matière de gestion par le personnel du PNUE semble également être la seule solution viable dans une situation où une institution neutre doit gérer les financements fournis par le Fonds multilatéral pour le fonctionnement du réseau (...) ». ⁶⁸ Une étude théorique récente présentée au Comité exécutif⁶⁹ indiquait que l'appui du gouvernement était envisagé dans certains pays afin d'assurer la continuité du travail de l'UNO à l'avenir. Cependant, ceci n'était pas toujours le cas et de nombreux pays ont fait part de leur inquiétude pour la continuité de l'UNO en cas d'arrêt du financement.

79. Les questions de genre n'apparaissent pas, en tant que sujet, dans les évaluations précédentes. Néanmoins, il a été découvert que l'équilibre entre les genres dans les réseaux est généralement correct (comme le confirment les listes des participants aux réunions). De plus, certaines personnes interrogées (par exemple, l'ORPALC) ont déclaré que, au sein du mandat du Secrétaire général des Nations Unies adopté par le Comité exécutif, et conformément aux ODD, les réseaux peuvent jouer un rôle actif dans l'intégration des questions de genre dans les projets du Fonds multilatéral. Ce sujet a été abordé dans certains réseaux et a fait l'objet de plus en plus de délibérations lors des réunions récentes, comme le montrent les exemples suivants :

⁶⁴ Réunion de réseau annuelle des administrateurs des bureaux de l'ozone de l'Asie du Sud (mai 2017, Agra, Inde)

⁶⁵ Recommandations/Conclusions de la réunion de réseau des administrateurs des Bureaux de l'ozone de l'Asie du Sud-Est (20 février 2019, Paris, France)

⁶⁶ 21^e réunion de réseau et thématique conjointe des administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone pour l'Afrique (mai 2018, Botswana)

⁶⁷ Réunion de réseau conjointe des administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone de l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est et l'Asie occidentale (avril 2018, Chine)

⁶⁸ Rapport final de l'évaluation des réseaux régionaux (UNEP/OzL.Pro/ExCom/33/7)

⁶⁹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/84/12

- la réunion ORPALC-Caraïbes de 2008⁷⁰ comprenait une évaluation de la participation par genre. Il a été découvert que 62 pour cent du personnel des UNO dans la région étaient des femmes et 38 % des hommes. En ce qui concerne la participation totale à la réunion, 42 pour cent étaient des hommes et 58 pour cent des femmes ;
- deux réunions thématiques tenues par le réseau de l'Europe et l'Asie centrale en 2016^{71,72} comprenaient des sessions sur les considérations de genre dans la mise en œuvre des projets ;
- la réunion annuelle de la région de l'Europe et l'Asie centrale de 2018⁷³ incluait des « délibérations mouvementées » au sujet de l'intégration du genre dans les projets et les politiques du Protocole de Montréal ; les pays membres ont demandé un webinaire et une formation sur cette question en vue de développer des idées sur la manière d'intégrer la dimension du genre dans les projets et les politiques du Protocole de Montréal ;
- la réunion de réseau conjointe de l'ORPALC de 2018⁷⁴ a pris en compte l'étude théorique de l'évaluation de l'intégration du genre dans les projets et les politiques du Protocole de Montréal élaborée par le Comité exécutif⁷⁵ et a proposé d'aborder l'intégration du genre dans les questions relatives au Protocole de Montréal « de manière globale » ;
- la réunion de réseau de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique tenue à Paris en 2019⁷⁶ et la réunion de réseau des pays insulaires du Pacifique de 2019⁷⁷ ont toutes deux abordé l'intégration du genre, indiquant la nécessité de l'inclure dans leur exploitation quotidienne et de commencer à présenter des informations sectorielles sur la participation masculine et féminine lors de la communication sur la mise en œuvre des projets ; et
- la réunion de réseau de la région de l'océan Atlantique Est tenue à Paris, en 2019, a abordé l'intégration du genre, indiquant la nécessité de l'inclure dans l'exploitation quotidienne et de commencer à présenter des informations sectorielles sur la participation masculine et féminine lors de la communication sur la mise en œuvre des projets.

80. Les questions de genre dépassent le nombre de femmes et d'hommes participant à une réunion. Les personnes qui ont répondu au questionnaire ont indiqué que les réunions de réseau peuvent être utilisées pour promouvoir les bonnes pratiques en matière d'intégration du genre dans le cadre des activités de renforcement de la capacité, en vue d'augmenter la participation des femmes dans différentes instances de la mise en œuvre du Protocole de Montréal. S'assurer de la diffusion de la documentation de communication

⁷⁰ Atelier régional du Protocole de Montréal du réseau des administrateurs des bureaux de l'ozone des Caraïbes (28 - 30 mai 2008, Georgetown, Guyana)

⁷¹ Réunion thématique sur la mise en œuvre des PGEH et des études des solutions de remplacement des SAO (8 - 10 novembre 2016, Chisinau, République de Moldova)

⁷² Réunion des administrateurs des bureaux de l'ozone de l'Europe et l'Asie centrale (11 - 12 octobre 2018, Antalya, Turquie)

⁷³ Réunion des administrateurs des bureaux de l'ozone de l'Europe et l'Asie centrale (11 - 12 octobre 2018, Antalya, Turquie)

⁷⁴ Réunion de réseau conjointe de l'ORPALC (novembre 2018, Quito, Équateur)

⁷⁵ UNEP/OzL.Pro/ExCom/81/9

⁷⁶ Réunion des administrateurs des bureaux de l'ozone du réseau de l'Asie du Sud (février 2019, Paris, France)

⁷⁷ Réunion de réseau des pays insulaires du Pacifique (février 2019, France). Pratiques efficaces, défis, priorités, besoins des pays pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal, dont le PGEH et les activités habilitantes

élaborée par le Protocole de Montréal⁷⁸ et travailler avec le PNUE pour traiter ce sujet donnera de la visibilité à cette question et aidera à la mise en œuvre de changements progressifs à tous les niveaux du Protocole de Montréal.

Mise en œuvre des recommandations des évaluations précédentes

81. Le tableau 1 ci-dessous résume certaines des recommandations des évaluations de 1994 et 2001 et fournit une brève analyse de comment celles-ci ont été mises en œuvre au cours des 20 dernières années. Il comprend également des remarques associées de la présente étude théorique.

Tableau 1. Recommandations des évaluations de 1994 et 2001 et leur mise en œuvre

| Évaluation de 1994 | | Évaluation de 2001 | | Étude théorique de 2020 |
|--|---|---|--|--|
| Recommandations | Mise en œuvre | Recommandations | Mise en œuvre | Recommandations/ Remarques |
| Recommande le développement et l'exploitation continus du réseau de l'Asie du Sud-Est. | Oui, réseau continué et il a montré la voie pour les autres réseaux aujourd'hui exploités. | Formuler et améliorer des objectifs, des sous-objectifs et des résultats et indicateurs associés pour chaque réseau et région, avec une perspective à court et moyen termes. | Oui, indicateurs développés seulement dans une mesure limitée (par exemple en ce qui concerne la conformité et la législation). | Développer des indicateurs clairs de performance/d'incidence, aux échelles nationale et régionale (administrateur de bureau national de l'ozone/réseau). Des évaluations sont effectuées régulièrement à la fin des réunions mais certaines personnes interrogées ont déclaré une perte de leur impact. Leur format pourrait être révisé pour aider à mesurer la performance et l'incidence. |
| Le réseau devrait être ouvert à un nombre limité de pays supplémentaires de la région de l'Asie du Sud-Est. Il convient de se concentrer sur la satisfaction des besoins des administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone, sans impliquer l'industrie. | Oui, recommandation suivie. Le réseau a grandi et évolué pour intégrer toutes les parties de la région. | Les participants aux réunions devraient être bien préparés à l'avance. Les ordres du jour, rapports des pays et questions à examiner devraient être partagés suffisamment longtemps avant la réunion pour maximiser le temps des délibérations. | Oui, ceci est régulièrement abordé et évident dans les rapports des réunions. | Dans certaines régions, une consultation plus fréquente des UNO et des agences bilatérales et d'exécution pourrait être utile. Il existe un risque de tomber dans une routine en ce qui concerne les ordres du jour, qui peut entraîner la négligence de certaines questions. |
| Les ateliers et les autres activités devraient continuer à se concentrer sur des domaines d'intérêt commun : sensibilisation du public, réglementations et autres mesures de réglementation, formation, évaluation des solutions de remplacement, stratégies pour les PME. | Oui, recommandation suivie. | La documentation associée aux réunions des parties ou aux réunions du Comité exécutif pertinente pour les réseaux devrait être diffusée auprès des participants par courrier électronique ou publiée sur le site web du Secrétariat de l'ozone ou du Fonds multilatéral, où elle serait facilement accessible à tous. | Oui, complètement mise en œuvre, documents disponibles sur les sites web. La facilité de consultation et l'accessibilité ont augmenté. | Cette recommandation est encore valable et importante. Les efforts en cours pour rendre les sites web plus conviviaux devraient se poursuivre. Des forums virtuels ou d'autres outils pourraient être utilisés pour aider les administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone à accéder aux informations plus efficacement. |

⁷⁸ <https://ozone.unep.org/women-making-their-mark-cooling-sector> <https://ozone.unep.org/sites/default/files/2020-01/gender-in-the-ozone-treaties-rev-jan20.pdf>

| Évaluation de 1994 | | Évaluation de 2001 | | Étude théorique de 2020 |
|---|---|---|---|--|
| Recommandations | Mise en œuvre | Recommandations | Mise en œuvre | Recommandations/ Remarques |
| Nécessité très claire d'un financement. Recommandation de poursuite du financement par l'ASDI pendant au moins 2 années de plus. | Le financement de l'ASDI a été maintenu, rejoint ensuite par celui du PNUE. | Un groupe de discussion et un site web devraient être développés pour faciliter l'échange d'informations et l'interaction entre les réunions. | Groupe de discussion mis en œuvre, avec des obstacles au début. La qualité de la communication s'est améliorée avec le temps. | Le groupe de discussion n'est plus nécessaire. Des réunions intersessions virtuelles pourraient améliorer le suivi entre les membres des réseaux et entre les coordonnateurs de réseau régional et les administrateurs des bureaux nationaux de l'ozone. |
| Nommer un coordonnateur de réseau régional et un chef de réseau. | Oui, recommandation suivie, et ceci a ensuite été fait pour tous les réseaux régionaux. | Les réunions de suivi devraient être plus techniques que les réunions principales, et idéalement associées à des ateliers de formation ou traiter de sujets spécifiques. | Oui, recommandation généralement suivie. | Recommandation encore valable, ces dernières années, l'industrie s'est impliquée plus activement (surtout le secteur de la réfrigération et de la climatisation), des inquiétudes ayant été relevées. |
| | | Des animateurs devraient être identifiés et nommés pour aider avec les délibérations aux sessions traitant de questions importantes. | Oui. Dans plusieurs cas, les mêmes animateurs sont utilisés de manière répétée. | La sélection/formation de nouveaux animateurs devrait être encouragée parmi les membres du réseau à des fins d'innovation, de revitalisation et de bonne relève/conservation des connaissances. |
| | | Les réunions de réseau pourraient être tenues consécutivement aux réunions régionales de haut niveau (par exemple, des ministres de l'environnement, des haut fonctionnaires) en vue d'effectuer une sensibilisation politique aux questions de protection de la couche d'ozone et d'encourager les approches régionales (par exemple pour traiter du commerce illicite). | Oui. De nombreux exemples de ces types de réunions ont eu lieu au fil des années, peut-être moins fréquemment récemment. | L'Amendement de Kigali crée de nouvelles opportunités de positionnement fort de la protection de la couche d'ozone et du climat au sein des gouvernements. |
| | | Des programmes de parrainage et de formation des (nouveaux) administrateurs des bureaux de l'ozone devraient être développés et renforcés régulièrement, avec l'aide d'unités de l'ozone ou d'administrateurs plus expérimentés. | Oui, beaucoup plus activement au début, mais encore mis en œuvre selon le besoin. | Il s'agit d'une activité importante qui a permis d'importantes réalisations (par exemple, le PAC tient des formations en tête-à-tête ou en groupe pour les nouveaux administrateurs à la demande), et qui devrait être permanente. Elle assure une bonne continuité et préserve l'histoire et l'expertise institutionnelles. |

| Évaluation de 1994 | | Évaluation de 2001 | | Étude théorique de 2020 |
|--------------------|---------------|--|--|---|
| Recommandations | Mise en œuvre | Recommandations | Mise en œuvre | Recommandations/ Remarques |
| | | Encourager des contacts et des partages d'informations plus fréquents entre les différents réseaux. | Peu suivi, très peu d'occurrences de ceci consignées dans les rapports examinés. | Ce domaine nécessite plus de travail. Les réunions mondiales de 2018 et 2019 étaient une tentative d'accroître l'interaction régionale, avec toutefois les implications et les inconvénients décrits. |
| | | Renforcer la coopération sous-régionale, afin de traiter les défis communs. | Oui, de nombreux exemples de coopération réussie dans les régions comme l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Asie du Sud-Est et le Pacifique. | Une action très importante nécessitant des améliorations, qui contribue à l'harmonisation de la législation, à la lutte contre le commerce illicite, à la sensibilisation et à l'intensification des efforts de formation, entre autres. |
| | | Convenir de recommandations découlant de chaque réunion et les intégrer au rapport de la réunion. Elles doivent être correctement suivies et examinées pendant la réunion suivante. | Oui, régulièrement effectué dans tous les réseaux. Suivi individuel avec les pays, surtout entre les réunions, parfois déclaré insuffisant. | Doit se poursuivre. Les actions visant à rendre le suivi plus efficace déjà menées par le PAC devraient être renforcées. |
| | | Continuer à prévoir un forum pour que les agences d'exécution, le Secrétariat du Fonds, le Secrétariat de l'ozone et les parties non visées à l'Article 5 se réunissent afin de discuter des questions d'intérêt commun et les clarifient. | Oui, les réunions prévoient un tel forum dans tous les réseaux. | Ce forum est utile pour toutes les parties impliquées. Les agences bilatérales et d'exécution, les partenaires non visés à l'Article 5 et le Secrétariat de l'ozone ont indiqué une forte volonté d'approfondir cette collaboration et de la rendre plus dynamique. Sujet intéressant de discussion avec les réseaux. |
| | | Le PNUE doit consulter les agences d'exécution au sujet des ordres du jour provisoires et des dates des réunions de réseau, et pour permettre l'intégration des questions relatives à l'ozone dans l'ordre du jour environnemental général des pays visés à l'Article 5 à travers leurs Directeurs régionaux et les hauts fonctionnaires des pays (par exemple, les Ministres de l'environnement). | De manière générale, oui, mais une consultation serait bénéfique. | Les agences bilatérales et d'exécution, et le Secrétariat de l'ozone indiquent qu'une discussion plus exhaustive et précoce des ordres du jour de réunion contribuera à un ordre du jour plus efficace et dynamique. Sujet intéressant de discussion avec les réseaux. |

Recommandation

82. Le Comité exécutif pourrait envisager de :

- (a) prendre note de l'étude théorique de l'évaluation des réseaux régionaux d'administrateurs des bureaux de l'ozone contenue dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/11 ;
- (b) inviter les agences bilatérales et d'exécution à appliquer, le cas échéant, les conclusions et les recommandations de l'évaluation auxquelles il est fait référence dans le sous-paragraphe (a) ci-dessus ; et
- (c) approuver le mandat pour la seconde phase de l'évaluation des réseaux régionaux d'administrateurs des bureaux de l'ozone contenu dans l'Annexe V du document UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/11.

Annex I

PART I: TERMS OF REFERENCE FOR THE DESK STUDY OF THE EVALUATION OF REGIONAL NETWORKS OF NATIONAL OZONE OFFICERS

Background

1. At its 82nd meeting, the Executive Committee requested the Senior Monitoring and Evaluation Officer (SMEO) to prepare the terms of reference for the desk study of the evaluation of regional networks of national ozone officers (NOO) to be presented at the 84th meeting (decision 82/10).
2. The networks are capacity building mechanisms that promote the exchange of information, experience, and the know-how required to meet the Montreal Protocol (MP) commitments, report data, set and enforce policies, adopt technologies, and effectively manage the national ozone units (NOUs).
3. The objective of the networks is to provide NOOs with regular updates and guidance on the MP compliance requirements and in the implementation of phase-out activities that lead towards meeting and sustaining compliance with the MP.
4. The networks play the role of a forum for continuous communication between NOOs, non-Article 5 countries, the Fund and Ozone Secretariats, and the bilateral and implementing agencies. Annual meetings are conducted and thematic workshops are organized regularly, to discuss *inter alia*, technical, scientific and policy-related information. This allows the NOOs to share knowledge, develop cooperation and strengthen their expertise and capacity.
5. The first network was created in 1993 for the South-East Asia region with support from the Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA). Between 1994 and 2008 eight other networks were created.¹ Today, there are nine regional networks operating in five regions, with 147 Article 5 countries participating.
6. The networks have been evaluated twice in the past: in 1994, an evaluation was conducted on the UNEP/SIDA project that created the first regional network in South-East Asia. The objective of the evaluation was to provide UNEP and SIDA with “assistance in decisions regarding the future funding and format of the project in South East Asia and lessons for the application and development of similar network projects in other regions.”² The evaluation concluded that the network played an important role in raising awareness about the MP and its role among a key group of government officials; helped define phase-out priorities; facilitated technology transfer; and engendered a spirit of cooperation in the region. A question was raised regarding the network’s funding capacity to become self-sufficient. The evaluation recommended replicating the network concept in other regions.
7. The final report of the second evaluation of the regional networks was presented at the 33rd meeting (March 2001),³ assessed the functioning and organization of the eight networks and made recommendations for improvement. The findings showed that the networks provided the NOOs with opportunities to learn about the decisions of the Executive Committee and of the Meeting of the Parties (MOP); to exchange experiences; and to increase their level of knowledge related to the latest developments of technological

¹ Anglophone Africa (1994); Francophone Africa (1994); Mexico and Central America (1994); South America (1994); the Caribbean (1994); West Asia (1996) South Asia (1997); Europe and Central Asia (2003); and Pacific Island Countries (2008).

² UNEP/OzL.Pro/ExCom/30/8

³ UNEP/OzL.Pro/ExCom/33/7 and Corr.1

alternatives. The network meetings provided a forum to develop personal contacts and learn about success and failures in order to avoid pitfalls. On the other hand, the meeting agendas were often overloaded, the time allocated for presentations was not always adequate and the meeting attendance was irregular.

Objectives of the desk study

8. Noting that the previous evaluation of regional networks was conducted in 2001, the desk study will assess how the role of the different networks has evolved in the implementation of the MP and will assess whether the recommendations made by the previous evaluation were accomplished. It will analyze the relevance of the regional networks in the implementation of the MP requirements at country and regional level, by taking into account the organization, participation, choice of subject of discussion and influence over decision making processes as well as the changes needed to adapt the networks to the new challenges of the MP.

9. The desk study will try to answer the following evaluation questions:

Planning and organization

10. What are the lessons and good practices from the regional networks, the regional meetings and the capacity building and information sharing in these networks and how could they be used to improve their functioning?

11. How is the countries' ownership of the networks and how could this ownership be enhanced? What were the objectives and identified needs for the participating countries of the regional networks? Is there a mechanism to ensure that their needs are met?

12. Were there changes in the organization of the regional networks over time? What were the pros and cons? What types of changes were made and what were their objectives? Were these objectives attained?

13. How was the participation of the individual NOOs in the regional networks (e.g., regular attendance of NOOs to the meetings, active in online training, capacity building and information sharing)? Has the turn out improved over time? How was the turnover in the participation of the NOOs in the networks? How was the knowledge and know-how of the meetings maintained and transmitted (i.e., how was the institutional memory of the meetings built)?

14. Are the meeting objectives and topics previously discussed with the NOOs and agreed upon before a meeting? What are the differences between the networks' approaches? What is the selection process for the topics for discussions to be held (e.g., are they suggested during the previous meeting; are the NOOs contacted beforehand)? Is the time frame for the presentation of topics adequate?

15. How are the participants prepared before a meeting? Is the documentation provided in advanced to the NOOs (e.g., available on the OzonAction website)? Is there an online forum (e.g., email chain, social media page, website) where discussions can be held between the regional meetings on issues concerning the organization and suggestions for specific topics?

16. Are there facilitators identified to chair or to facilitate the discussions? How are they chosen?

17. How is the impact of networks assessed? Is there a follow-up of the results achieved by the discussions held during the meetings? Are the results of these discussions presented at the following meeting and their successes and failures analyzed?

18. Are the network meetings held back-to-back with other related meetings on the environment (e.g., meetings of the Ministers of Environment) in order to raise political awareness concerning ozone issues in the region and to promote policy discussions on regional approaches?

19. What are the experiences and lessons learned from 2018 and 2019 ozone networks meetings where regional networks participated?

Capacity building

20. What capacity building activities are carried out to enhance the performance of the NOUs? Are new NOOs tutored by experienced NOOs? How do Regional Network Coordinators keep track of the new developments in the different NOUs and is it a frequent endeavor?

21. Do regional networks provide support in terms of training and exchange of expertise and know-how in areas such as, *inter alia*: legislation, import/export licensing systems, fiscal incentives, working with the informal sector and small enterprises, technological development, control of illegal trade, recovery and recycling projects and project co-funding modalities? How is this information shared and what are the results?

22. Are resource persons such as, *inter alia*, Customs officers, legal advisers and representative of industry association, invited to the meetings?

23. Are there contacts and information exchanges between the different networks organized? Are experienced NOOs invited in other regional meetings to impart their knowledge? Were monitoring and reporting by the NOUs on consumption and production of controlled substances to the Ozone Secretariat and to the Fund Secretariat addressed during the meetings, and were best practices, challenges, opportunities and shortfalls in monitoring and verification discussed at the regional level? Was there any sign of improvement afterwards?

24. Were the participants able to influence decision-making processes at the country level or at regional level? Were these decisions formulated during the meetings? Were these decisions relevant to address issues of relevance at regional scale, such as standards for safety and energy efficiency, policies for bulk procurement or other measures that can help harmonize the market pricing of alternatives, the possibility to discuss and design regional projects or initiatives, and North-South and South-South cooperation, and how this support to decision-making can be improved within regional networks?

25. What activities demonstrate that regional network meetings are effective platforms to transmit decisions emanating from the Executive Committee and the Meeting of the Parties? How can this be improved? How did the regional meetings address the new challenges for the implementation of new Amendments (i.e., Beijing and Kigali) in their work programme?

Coordination with bilateral and implementing agencies (IAs)

26. How do the regional networks contribute to the activities of the bilateral and IAs, the Fund Secretariat and the Ozone Secretariat? Do network meetings help to address the coordination and communication issues between the bilateral and IAs and the NOUs?

27. How important is the bilateral and IAs' and Ozone and Multilateral Fund Secretariats participation in the meetings? What was their role in discussions, cross-fertilization of ideas about issues and projects? What is the role of UNEP in fostering cooperation among participants and the IAs? Are non-Article 5 countries invited to participate in the meetings (other than as bilateral agencies)?

28. How do meetings contribute to strengthen regional cooperation among countries (e.g., addressing common problems)? Are there joint activities organized as a consequence of the discussions held during the meetings?

New challenges

29. How will the roles of the regional networks change in the light of the new orientation brought about by the Kigali Amendment? What types of modifications are needed to strengthen the networks and to support their activities? What are the lessons and good practices from the regional meetings and how could they be used to improve their functioning?

30. What role do the networks play in the sustainability of the achievements of the MP?

31. What role do the networks play in incorporating gender issues in the MP?

Methodology

32. A consultant will be recruited to prepare the desk study. She or he will analyze existing documentation related to, *inter alia*: regional networks, reports of the network meetings, and Executive Committee documents. A questionnaire could be prepared and sent to Regional Network Coordinators and to the NOOs. Discussion will be held with staff from UNEP, the Secretariat and other relevant stakeholders.

33. The draft report will be shared with the Secretariat, bilateral and IAs and NOUs for comments. If needed, a second part including participation at the regional meetings will be suggested, based on the findings of the desk study.

PART II: WORK CARRIED OUT IN DEVELOPING AND STRENGTHENING THE REGIONAL NETWORKS UP TO 2007

1. The United Nations Environment Programme (UNEP) *OzonAction* manages the regional networks as part of its Compliance Assistance Programme (CAP)¹. The networks are capacity-building mechanisms that promote the exchange of information, experience, and the know-how required to meet the Montreal Protocol commitments, report data, develop and enforce policies and regulatory frameworks, adopt technologies, and effectively manage the national ozone units (NOUs). Networks receive direct support from UNEP/*OzonAction* to strengthen the capacity of governments (through their NOUs) in complying with agreements and measures taken under the Montreal Protocol. They provide NOOs with regular updates and guidance on the Montreal Protocol compliance requirements and on the implementation of measures and activities that lead towards meeting and sustaining compliance with the MP. Further, they have become a forum for communication between NOOs, non-Article 5 bilateral partners, the Multilateral Fund and Ozone Secretariats, and the bilateral and implementing agencies (IAs). Annual meetings are conducted, and thematic workshops are organized regularly, to discuss *inter alia*, technical and policy-related information. This allows, for example, the NOOs to share knowledge, identify experts and good practices in specific areas, develop cooperation at the regional level in some cases and strengthen their expertise and capacity.

2. The first network was created in 1993 for the South-East Asia region with support from the Swedish International Development Cooperation Agency (Sida). Between 1994 and 2008 eight other networks were created under the Multilateral Fund: Anglophone Africa (1994) and Francophone Africa (1994), which are part of the regional network of ozone officers in Africa (herewith referred to as ROA, the regional office); Mexico and Central America (1994), South America (1994), and the Caribbean (1994), which are part of the regional network of ozone officers from Latin America and the Caribbean (referred to as ROLAC); West Asia (1996) or the regional network of ozone officers of West Asia (referred to as ROWA); South Asia (1997) (SA); Europe and Central Asia (referred to as ECA), created with initial bilateral support from the Czech Republic, Slovak Republic and Hungary (2003); and Pacific Island Countries (PIC, 2008). The ROAP network comprises the region of Asia and the Pacific. Today, there are nine regional networks operating in five regions, providing assistance to 147 Article 5 countries.² The networks are managed by staff based in the regional offices, except for the networks in the ECA, which is managed by the *OzonAction* office in Paris.

3. The networks have been evaluated twice in the past: in 1994, an evaluation was conducted on the UNEP/Sida project that created the first regional network in South-East Asia.³ The evaluation concluded that the network played an important role in achieving Montreal Protocol objectives; contributed to developing expertise of ODS issues among government decision makers; provided valuable information and advice on ODS issues; and helped develop in-country expertise on topics and sectors relevant to the Montreal Protocol. The opportunity provided by the network to cooperate with the Multilateral Fund and IAs was also underlined. The evaluation recommended replicating the network concept in other regions. Questions were raised regarding the network's funding capacity to become self-sufficient.

4. The second evaluation of the regional networks was presented at the 33rd meeting of the Executive Committee (March 2001);⁴ it assessed the functioning and organization of the eight networks operating at the time and made recommendations for improvement. The evaluation included a field stage providing opportunity for direct consultation with the networks,⁵ which led to constructive comments and

¹ <https://www.unenvironment.org/ozonaction>

² <https://www.unenvironment.org/ozonaction/networks>

³ UNEP/OzL.Pro/ExCom/30/8.

⁴ UNEP/OzL.Pro/ExCom/33/7 and Corr.1.

⁵ E.g., 2000 Main meeting of the South Asia network of Ozone Officers, 20-23 June 2000, Negombo, Sri Lanka.

recommendations, which were generally well received. Findings of the 2001 evaluation showed that the networks played a key role within the Montreal Protocol, in achieving its goals and sustaining its achievements; they also identified some hurdles mainly relating to meeting agendas, attendance and follow-up of recommendations.

5. The evaluation concluded that the networks benefited participating countries by improving the preparedness and skills of NOOs; providing an opportunity to understand and follow up on decisions taken by the Meeting of the Parties (MOP) and the Executive Committee; addressing and complying with obligations under the Montreal Protocol; exchanging information on experiences, lessons learned and effective alternatives to ODS; allowing for close coordination with Regional Network Coordinators (RNCs) and network manager; identifying regional challenges and possible solutions; allowing an opportunity for countries to establish a communication channel with non-Article 5 bilateral partners, IAs and the Ozone and Multilateral Fund Secretariats to discuss problems and procedures, and project preparation; raising awareness about ozone issues and raising the profile of NOOs, particularly in the country hosting a meeting; and providing the host country an opportunity for showcasing, for example, success stories of capacity building, ODS phase-out and adoption of alternatives.

6. In parallel, the 2001 evaluation identified some weaknesses related to deficient communication facilities impairing the installation of electronic forums; for example, reference was made to some meetings aiming at developing dense agendas with very long, detailed presentations - including individual country reports - that did not allow for sufficient reflection and discussion; absence of regular linkages with other regional networks; members frequently missing meetings resulting in lack of continuity; limited access to information or documents arising from the Executive Committee, particularly in advance of meetings; and insufficient opportunities to establish more robust linkages with non-Article 5 countries.

7. The workload of the RNCs in the different regions was reported to be uneven, due to the number of countries included in each network, the number of meetings held and the heterogeneous composition of the meetings, mainly as a result of countries not participating in the meetings, countries sending different representatives each time or significant turnover of NOOs in some countries. The evaluation nevertheless recognized the dedicated and professional work of Regional CAP teams in charge of managing the networks (Network Managers and RNCs) both during and in between meetings.

8. In addition, concerns were raised about the sustainability of the networks, given that they depended fully on Multilateral Fund funding, except for funding provided at the time by the Government of Sweden for the South East Asian and the Pacific (SEAP) network.

9. The 1994 and 2001 evaluations put forward a series of recommendations aimed at improving the functioning of the networks. A summary of these recommendations, together with an assessment of their implementation, plus comments in light of the current evaluation is included in Table 1 of this report.

10. In line with the Executive Committee's strategic planning, UNEP assessed the services needed by Article 5 countries, and in the course of 2001 began to strategically reorient its *OzonAction* Programme towards the regionalization of its delivery, with regional offices headed by regional directors, the RNCs, under the overall supervision of the *OzonAction* Branch of UNEP's Division of Technology, Industry and Economics (DTIE) located in Paris. In December 2001, at its 35th meeting the Executive Committee approved the new approach (decision 35/36) and funded UNEP's CAP.⁶

11. The CAP established the Regional Networks of NOOs, a capacity-building mechanism under the Multilateral Fund to promote exchange of information and experience between countries on complying

⁶ UNEP/OzL.Pro/ExCom/35/67/Corr.1

with Montreal Protocol requirements, data reporting, adoption of alternatives, national program management and setting and enforcing policies. The CAP commits UNEP to delivering direct, country-specific assistance to Article 5 countries, especially to low-volume consuming countries (LVCs) where UNEP implements most of its projects, to assist them in meeting their compliance commitments under the Montreal Protocol and sustain that compliance. It is further aimed at increasing a sense of “ownership” in countries, by assisting them with the ratification of Montreal Protocol amendments, and helping to integrate country programmes and ODS phase-out strategies into national environmental plans. This includes developing legislation and regulatory frameworks, building the capacity of client countries, raising the political profile of the Montreal Protocol and enhancing public awareness. An important contribution is the preparation of communication materials and tools through its information clearinghouse, and the facilitation of thematic meetings. The CAP further facilitates client access to specific expertise (e.g., efficient and feasible alternatives to ODS and now also HFCs), promotes inter and intra-regional cooperation (e.g., to combat illegal traffic) and country-to-country assistance (south-south cooperation).

12. The CAP was evaluated, as part of the Monitoring and Evaluation Programme of the Executive Committee, in 2006 (desk study)⁷ and in 2007 (final evaluation report).⁸ The evaluations concluded that the “CAP had made a significant, even if not quantifiable, contribution to facilitating compliance in all regions through direct support to the individual countries and activities related to the solution of common problems in the different regions”.⁹ These contributions were deemed to be particularly important for LVCs, countries in potential or actual non-compliance and countries that had recently acceded to the Montreal Protocol. They included important aspects such as ratification, reporting data on ODS production and consumption under Article 7 of the Protocol and providing direct policy and technical assistance, particularly to countries reporting zero consumption of various substances (methyl bromide (MB), carbon tetrachloride (CTC), trichloroacetic acid (TCA) and halons), to help ensure sustained zero consumption.

13. The 2007 evaluation recommended the CAP to focus its work on countries in potential or actual non-compliance; on countries that had recently acceded to the Montreal Protocol to help them strengthen capacity and develop pertinent and appropriate regulatory frameworks; on involving more experienced Article 5 Parties with a view of assisting less experienced ones; on strengthening local capacity under a “train-the-trainers” approach; on promoting collaboration with customs and environment authorities to strengthen legislation enforcement; and on assisting the development and enforcement of unified regulations in regional customs unions or other areas of political or economic cooperation. Close cooperation between UNEP and other IAs was also recommended, to avoid overlapping or duplicate actions.

⁷ UNEP/OzL.Pro/ExCom/49/8.

⁸ UNEP/OzL.Pro/ExCom/52/9.

⁹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/52/9.

Annex II

LIST OF MEETING REPORTS CONSULTED

2000

- ODS/AF 4th Joint Meeting 29 August – 1 September 2000, Bamako, Mali
- 6th Main Meeting of English-Speaking Africa Network Banjul, The Gambia, 17- 20 April 2000
- 5th Main Meeting of Africa Francophone Network, Conakry, Guinea, 11- 14 April 2000
- 2000 Main meeting of the South Asia Network of Ozone Officers 20-23 JUNE 2000 NEGOMBO, SRI LANKA
- Regional Workshop on Control and Monitoring of ODS Consumption for the South Asia Region, Dalian, China 9-13 October, 2000
- Follow up Meeting of the SEAP Network 20-22 March 2000 (location unspecified)
- 2000 Meeting of the SEAP network of ODS officers 9-13 October 2000, Vientiane, Lao People's Democratic Republic
- Follow meeting of the South Asia network of ODS officers, Dalian, China 15-16 October 2000
- Follow-up Meeting of the Caribbean Network of ODS Officers, Belize, 13-14 November 2000
- Joint Follow-up Meeting of the ODS Officers Network of Latin America Punta del Este, Uruguay, 26 - 27 October 2000
- Joint Meeting of the ODS Officers Networks of Latin America Punta del Este, Uruguay, 26 - 27 October 2000
- Joint Main Meeting of the ODS Officers Network of Mexico, Central America and the Spanish-speaking Caribbean and of South America Montelimar, Nicaragua 16-19 May 2000
- Main meeting of the ODS Officers Network of the English-speaking Caribbean, Sty. John's, Antigua and Barbuda, 13-16 June 2000
- Main West Asia network meeting of Ozone Officers, Jeddah, Saudi Arabia, 8-10 May 2000
- Second Main Meeting of Baltic Network of Ozone and Climate Change Officers Hosted by the Government of Estonia Tallinn/Roosta, Estonia 23 – 24 October 2000

2001

- Baltic States Network Meeting of Ozone and Climate Change Officers Helsinki, Finland 20-21 November 2001
- ODS/AF-F, Septième atelier de travail Cotonou, 07 - 10 May 2001
- 2001 Follow-up meeting of the South Asia Network of Ozone Officers 17 – 18 September 2001 Bangkok, Thailand
- 2001 Main meeting of the South Asia network of ozone Officers 28 April - 1 May 2001 Tehran, Iran
- Follow-up meeting of the SEAP network of ODS Officers 9-10 April 2001 Bangkok, Thailand
- 2001 Meeting of the SEAP network of ODS officers 24 – 28 September 2001 Hanoi, Vietnam
- South Asia Regional Workshop Montreal Protocol and Climate Change – “Technology Choices to Replace Ozone Depleting Substances” 19 – 21 September 2001 Bangkok, Thailand
- Workshop Kyoto Protocol & Montreal Protocol: “Technology choice to replace ODS” 19-21 September 2001, Bangkok, Thailand
- Reunión de expertos técnicos en ozono de América Latina, Ushuaia, Argentina 13-15 septiembre 2001

- Main Meeting of the ODS Officers Network of the English-speaking Caribbean Guyana 19 - 20 November 2001
- Main Meeting of the ODS Officers Network of the English-speaking Caribbean Kingstown, St. Vincent and The Grenadines, 18 - 21 June 2001
- Conclusions and Recommendations of the Main Meeting of the Central America, Spanish-speaking Caribbean and South American Networks of ODS Officers, Cuba, 15-18 May 2001
- 2001 Main meeting of the Caribbean Ozone Network – St Vincent, 18 – 21 June 2001
- Joint Meeting of ODS Officers in Arab Countries Cairo, Egypt, 21-22 October 2001
- Main Meeting of ODS Officers Network for West Asia countries Bahrain 5-7 June 2001
- Eighth Meeting of the ODS Officers' Network for West Asia Sanaá, 8-9 January 2001

2002

- Workshop for Environmental Journalists UNEP Regional Office for Africa in cooperation with OzonAction Programme 26-28 November 2002
- 8th ODSNET AF/E meeting held in Matsapha, Swaziland 7-10 May 2002
- 6th Joint ozone network meeting for Africa (ODSONET/AF) 01-04 October 2002
- Follow-up meeting of the South Asia network of ozone officers Phuket, Thailand, 30-31 October 2002
- 2002 meeting of the SEAP network of ODS officers 7 – 11 October 2002 Stockholm, Sweden
- Follow-up meeting of the SEAP network of ODS officers 22 – 23 April 2002 Chiangmai, Thailand
- Follow-up Meeting of the ODS Officers Network of the English-speaking Caribbean St. George's, Grenada 7 – 12 December 2002
- Joint Main Meeting of the ODS Officers of Mexico, Central and South America, and the Spanish speaking Caribbean Networks Santo Domingo, Dominican Republic 23 – 26 April 2002
- Main Meeting of the ODS Officers Network of the English-speaking Caribbean Roseau, Dominica 3 – 6 June 2002
- Reunión de seguimiento de funcionarios ozono de México, Centro América, el Caribe de habla hispana y América del Sur Santiago, Chile Septiembre 16-18, 2002
- Recommendations of the follow-up meeting of the ODS officers in West Asia network Kuwait, 29-30 October 2002
- 2002 main meeting of ODS officers in West Asia Network. Muscat, Oman, 28-30 May 2002

2003

- Eastern Europe and Central Asia network of ozone officers first meeting Ohrid, Macedonia, 6-9 October 2003
- 9th ODS officers network meeting for English speaking African countries. 19-22 May, 2003, Addis Ababa, Ethiopia
- 2003 Meeting of the SEAP network of ODS officers 8 – 11 October 2003 Phuket, Thailand
- Small Group Meeting of SA and SEAP Network of Ozone Officers on RMP Review and Update *Dhaka, Bangladesh, 13-14 June 2003*
- 2003 Meeting of the South Asia Network of ODS Officers 8-11 October 2003 Phuket, Thailand
- Follow-up Meeting of the ODS Officers of the English Speaking Caribbean Network Paramaribo, Suriname, 20-21 October 2003

- Discussion Forum on Alternatives to CFC phase-out in the Refrigeration and Air Conditioning Sectors (October 8, 2003, Mexico) Follow-up Meeting of the Spanish-Speaking Ozone Officers Network of Latin America and the Caribbean (October 9-10, Mexico)
- Joint Main Meeting of the Mexico and Central America, South America and the Spanish-speaking Caribbean Networks of ODS Officers Bogotá, Colombia 5-8 May 2003
- Main Meeting of the ODS Officers of the English Speaking Caribbean Network – St. Kitts and Nevis 16- 19 June 2003
- 2003 Follow-up meeting of West Asia network Damascus-Syrian Arab Republic 10-11 December 2003
- Recommendations of the 2003 Main Meeting of Ozone Depleting Substances (ODS) Officers in West Asia (WA) Region 8-11 June, Bahrain

2004

- Regional Ozone network for Europe and Central Asia Regional halon management workshop Belgrade, Serbia and Montenegro, 1-2 November 2004
- Regional ozone network for Europe and Central Asia, 2nd meeting of ozone officers 25-28 May 2004 Sarajevo
- Atelier Régional sur les expériences en matière d'utilisation des Alternatives au bromure de méthyle, 08-10 mars 2004, Dakar, Sénégal
- Huitième reunion conjointe des réseaux des responsables des pays Africaines Francophones et anglophones chargés de la mise en œuvre du Protocole de Montréal; Brazzaville, 28 Septembre- 01 Octobre 2004
- Regional Consultative Meeting to finalize a Regional Action Plan for the implementation of the Communication Strategy for Global Compliance with the Montreal Protocol. 28-29 January 2004 Manila, The Philippines
- South Asia networks of ODS officers 3 – 5 November 2004 Siem Reap, Cambodia.
- Small Group Network Meeting “Effective Policy Setting and Enforcement” 16-18 February 2004 Islamabad, Pakistan
- 2004 Workshop on preventing illegal trade: Public-private partnership 26-27 February 2004 Hua Hin, Thailand
- Hydrocarbon Technologies Training Programme for National Ozone Officers and Industry Experts of the English Speaking Caribbean Network, Havana, Cuba 13-16 June 2004
- Main meeting of the ozone officers network of Latin America and the Spanish-speaking Caribbean, 21 – 22 October, 2004
- Meeting of the ozone officers network of Central America and Belize 23 October, 2004 Asunción, Paraguay
- Training workshop for new NOOs and assistant NOOs of the English-speaking Caribbean network. Nassau, The Bahamas 18-20 May 2004
- Workshop report “Alternatives to Methyl Bromide in non-agricultural uses and QPS traceability Costa Rica 1-2 July 2004
- 2004 Follow-up Meeting of ODS Officers for West Asia Network Manama – Kingdom of Bahrain, 10-12 October
- Main meeting of ODS officers for West Asia network 2-5 June 2004, Beirut – Lebanon

2005

- Regional Ozone network for Europe and Central Asia. 4th meeting 21-23 March 2005 Bucharest, Romania
- Regional Ozone network for Europe and Central Asia. Sub-regional workshop on implementation of refrigerant management plans in the Balkans. 9-10 February 2005 Ohrid Macedonia
- Regional Ozone network for Europe and Central Asia. Trilateral meeting China-Kazakhstan-Kyrgyzstan on control of trade in ODS. 25-27 August 2005
- Dixième atelier de travail du réseau de coordinateurs nationaux SAO (Substances Appauvrissant la couche d'ozone) Nouakchott, Mauritanie 18 - 21 Avril 2005
- 11th ODSNET meeting for English-speaking Africa 13-16 June, 2005 Mombasa, Kenya
- 9th Joint meeting of the Ozone Depleting Substances officers' network Africa Arusha, Tanzania 4-7 October 2005
- Follow-up meeting of the Caribbean network September 7, 2005 Trinidad and Tobago
- Southeast Asia and the Pacific & the South Asia networks of ODS officers 20 – 23 April 2005 Beijing, China
- 2005 meeting of Southeast Asia and Pacific networks of ODS officers & thematic meeting on challenges of Methyl Bromide phase-out, 10 – 14 October 2005 Hua Hin, Thailand
- 2005 Meeting of the South Asia network of ODS officers and thematic meeting on challenges to Methyl Bromide phase-out, 3 – 6 October 2005 Kathmandu, Nepal
- Main meeting of the English-speaking Caribbean Ozone Officers network 18-20 April, 2005 Bridgetown, Barbados
- Workshop on Methyl Bromide alternatives for strawberry crops in the Southern Cone. Santiago, Chile, August 2005
- Reunión para detectar rutas de comercio de Sustancias Agotadoras del Ozono entre países productores y consumidores de CFC Centroamérica, Colombia, Cuba, Haití, México, República Dominicana y Venezuela Panamá, Abril 2005'
- Follow-up network meeting West Asia, Bahrain 2005
- 2005 main meeting of ODS officers for West Asia network. Amman, Jordan April 2005

2006

- English-speaking Network of Ozone Officers Luanda, Angola, 8-11 May 2006
- 2nd joint meeting of NOUs English and French speaking Africa Antananarivo Madagascar September 2006
- 11^e réunion du réseau des responsables nationaux en matière de protection de la couche d'ozone en Afrique francophone Mai 2006, Sao Tome & Principe
- 2006 Joint South Asia and SEAP network meetings in Bangkok: 22-24 MAY 2006
- 2006 Meeting of the Southeast Asia and the Pacific network of ODS officers 2 – 5 October 2006 Jakarta, Indonesia
- 2006 Meeting of South Asia network, Colombo, Sri Lanka (including a thematic meeting on MDIs).
- National Train the Trainers Workshop on Good Practices in Refrigeration DPR Korea, August 2006
- Follow-up Meeting of ODS Officers for West Asia Network Manama, Bahrain; 7-8 December 2006
- 2006 Main Meeting of ODS Officers for West Asia Network DUBAI – UNITED ARAB EMIRATES, 14-17MAY 2006
- Roundtable Meeting on Halon Management for Maritime and Merchants Shipping 5-6 December 2006, Manama – Bahrain

- Specialized Roundtable Meeting for the Media on Strengthening Compliance with the Montreal Protocol 3-4 December 2006; Manama – Bahrain
- Evaluation of the CAP – Desk Study

2007

- Final report of the evaluation of the CAP Programme - UNEP/OzL.Pro/ExCom/52/9 26 June 2007
- 6th Meeting of the Regional Ozone Network for Europe & Central Asia, Ashgabat, Turkmenistan, 26 February – 2 March 2007
- 1^{er} atelier thématique de travail du réseau ODSNET pour l’Afrique francophone de l’Ouest et du Nord sur le thème : préparation des plans finaux d’élimination des SAO. Lomé, Mars 2007
- Thirteenth meeting of the Ozone Depleting Substances officers’ network for English-speaking African countries. Zimbabwe, 2007
- 11th Joint ODS officers network for Africa meeting August 2007 Kampala, Uganda
- “Full compliance by 2010: Challenges” 2007 Meeting of the South Asia & the SEAP Networks of ODS officers 10 – 13 April 2007 Thimphu, Bhutan
- Joint meeting of SEAP and South Asia networks on sustaining compliance. Bali, Indonesia, 2007
- Conclusions and Recommendations of the joint SA and SEAP network meeting, November 2007, Bali, Indonesia
- Joint Meeting of the South Asia and SEAP Networks of Ozone Officers, Thimphu Bhutan, 10-13 April 2007 Conclusions and Recommendations
- Caribbean Ozone Officers meeting and workshop on prevention and control of illegal trade in ODS and technologies whose continued use is dependent on CFCs Saint Lucia May 2007
- Meeting of the ODS officers’ networks from Mexico, Central and South America and meeting of the Working Group for customs enforcement network, Managua, Nicaragua, December 2007
- Reunión principal conjunta de las tres redes de Oficiales de Ozono de América Latina y el Caribe Ciudad de Panamá, Panamá, Agosto de 2007
- 2007 Main Meeting of ODS Officers for West Asia Network Sana’a, Yemen; 8-10 May 2007
- Regional meeting on methyl bromide alternatives 9-11 Dec 2007 Egypt (and roundtable on updating agricultural curricula)

2008

- Contact group meeting of Russian-speaking countries (Europe and Central Asia) on progress of TPMP implementation, Chisinau, Republic of Moldova, 2-4 December 2008
- Contact group meeting on HCFC related policies, guidelines and preparation of HCFC national phase-out plans (NPP), Ohrid, FYR of Macedonia, 15– 16 May 2008
- Annual meeting of the Regional Ozone network for Europe & Central Asia, Tirana, Albania, 25– 28 March 2008
- 12^e réunion conjointe Africaine relative au Protocole de Montréal. Cotonou September 2008
- 2^eme atelier thématique de travail, réseau ODSNET/ Afrique francophone (zone II) Cameroun, Mai 2008
- Atelier thématique sur la mise en œuvre des plans de gestion d’élimination finale des TPMP des CFCs, ODSNET /Afrique française. Burkina Faso Mars 2008
- Report of 2008 Joint Main Meeting for ODS Officers’ Networks of African (English-Speaking) & West Asia Countries and COMESA Customs Enforcement Network, Cairo, Egypt, May 2008

- Meeting of SEAP network of ODS officers “Enforcing 2010 compliance and preparation for HCFC phase-out” Pattaya, Thailand 20 - 23 September 2008
- Workshop on ODS destruction and meeting of South Asia network of ODS officers “Addressing remaining 2010 Compliance challenge and moving ahead on HCFC phaseout” 19-22 September 2008 Tokyo, Japan
- UNEP Ozone and Climate Change Media Workshop 21-23 April 2008 Singapore
- Regional workshop of the Caribbean Ozone officers’ network Guyana May 2008
- Main Joint Meeting of OzonAction Networks' Officers of Latin America and the Caribbean Dominican Republic, October 2008
- Primera Reunión Conjunta de Funcionarios de Ozono y Aduanas de la Red de Cumplimiento del Protocolo de Montreal sobre SAO. Panamá Diciembre 2008
- Taller nacional de capacitación para el control de importaciones y exportaciones de SAO. Paraguay Abril 2008. Programa Acción Ozono

2009

- Ministerial consultation on HCFC policies & legislation in Belgrade, Serbia, 23-24 March 2009 (followed by a contact group meeting of Ozone Officers March 2009)
- Annual meeting of the Regional Ozone Network for Europe & Central Asia, Yerevan, Armenia, 18-22 May 2009
- 13th joint meeting of ODS officers networks for English and French speaking African countries. Nigeria August 2009
- 15th meeting of ODS officers network for English-speaking African countries. Rwanda, May 2009
- Atelier thématique ODS sur la préparation des HPMPs en Afrique francophone. Togo, November 2009
- Joint meeting of SEAP and South Asia networks of ODS officers *from 2010 twilight to 2013 dawn meeting new challenges*. Thailand, October 2009
- Meeting of SEAP network of ODS officers “Final countdown to 2010” Thailand, April 2009
- “Sub regional Workshop on ODS Phase out in Military Applications”: Colombo, 16-17 April 2009
- Joint Meeting of South Asia & West Asia Networks of ODS Officers for the Implementation of Montreal Protocol Manama, Bahrain Monday 11th May 2009
- Regional workshop for the network of Caribbean Ozone Officers. Grenada March 2009
- Follow-Up Meeting of the OzonAction Networks of Central America, South America, Mexico and the Spanish-Speaking Caribbean. Ecuador June 2009
- Asia Forum on Trade of ODS Manama, Bahrain Tuesday 12th May 2009
- Roundtable Meeting for Media Experts & West Asia Network Manama, Bahrain 13th May 2009
- West Asia Network Meetings Manama, Bahrain May 2009

2010

- ECA Regional Green Customs Workshop & ECA enforcement network meeting Ashgabat, Turkmenistan, 11-15 October 2010
- Thematic meeting for candidate countries on harmonization of ODS legislation with EU regulations, Serbia, September 2010
- Thematic meeting on exchange of approaches in development of HPMP, Moldova, July 2010
- Joint meeting of the Regional Ozone networks for Europe & Central Asia (ECA) and South Asia (SA), Turkey, April 2010

- 14th Joint meeting of African Ozone Units, September 2010 Cote D'Ivoire
- 16th Meeting of ODS officers' network for English-speaking African Countries, May 2010 Malawi
- Atelier thématique sur la préparation des HPMPs en Afrique de l'ouest francophone. Senegal Avril 2010
- Joint Meeting of SEAP – SA Networks of Ozone Officers September 2010, China
- Second meeting of Pacific Island Countries (PIC) network of ODS officers July 2010 Coral Coast, Fiji
- Caribbean Ozone Officers, Regional Workshop Belize, 2 to 5 March 2010
- Joint Annual Meeting of the Ozone Action Networks from Latin America and the Caribbean October 2010
- Low-GWP, Energy-Efficient HCFC Replacement Technologies in the Refrigeration and Air Conditioning Sector - South America Regional Workshop. Bogotá April 2010
- Meetings of the ODS Officers' Network & Climate Change Focal Points of West Asia & Celebration of the International Day for the Preservation of the Ozone Layer September 2010, Saudi Arabia

2011

- Roundtable on climate and ozone-friendly technologies in refrigeration and air-conditioning & Annual meeting of the Regional Ozone Network for Europe and Central Asia Serbia, May 2011
- Brainstorming Symposium on Illegal Trade in ODS: Integrated Capacity Building of the Enforcement Chain Paris 9-10 June 2011
- 17th Meeting of the ODS officers' network for English-speaking African countries Seychelles, June 2011
- 15th Joint meeting of the ODS officers' network for African countries, Zimbabwe October 2011
- *Atelier thématique sur la conformité et mise en œuvre des HPMPs en Afrique de l'ouest et du nord francophone Juin 2011 Bamako, Mali*
- *Atelier thématique sur la conformité, la préparation et mise en œuvre des HPMPs en Zone II Afrique francophone Bangui Décembre 2011*
- *Coopération entre administration douanière des pays frontaliers dans la lutte contre le trafic illicite des ODS. Postes de contrôle de Burkina Faso, Benin et Togo avec la participation des NOUs. Burkina Faso Juillet 2011*
- Third meeting of the regional network of Ozone officers for PIC May 2011 Fiji
- Greening the future through HCFC phase-out and low carbon development. Joint meeting of the Regional Ozone Networks for West Asia & South Asia May 2011, Maldives
- Meeting of the English-speaking Caribbean Ozone Officers March 2011, Antigua and Barbuda
- English-speaking Caribbean Network of Ozone Officers Results and Conclusions Antigua Barbuda, March, 2011
- *Reunión 2011 de las Redes de Acción por el Ozono de México, América Central, América del Sur y el Caribe de habla hispana Paraguay Junio de 2011*
- *Taller sobre gestión de proyectos del MLF del Protocolo de Montreal. Bolivia, Abril 2011*

2012

- Contact group meeting on establishing ODS and F-gas legislation and review of F-gas regulations in Sarajevo, Bosnia and Herzegovina, 10-11 July 2012
- ECA customs cooperation meeting on ODS and ECA Ozone Protection Award for customs & enforcement officers in Istanbul, Turkey, October 2012

- Thematic meeting on HPMP and certification on technicians, Georgia, June 2012
- Thematic meetings on ODS and F-Gas legislation and certification of technicians Zagreb, Croatia, 4-5 June 2012
- Atelier thématique sur le développement du manuel de formation sur la récupération des HCFCs et la conversion des systèmes de climatisation individuelle Et Atelier thématique sur la Conformité, la préparation et la mise en œuvre des HPMP en Zone II Du Réseau ODSNET/AF-F. Burkina Faso Avril 2012
- 18TH Meeting of ODS officers' network for English-speaking African countries Zambia May 2012
- Green customs initiative workshop Zimbabwe, August 2012
- Joint Meeting of the Ozone Officers Network of English-Speaking and French-Speaking Africa Djibouti, September 2012
- Joint meeting of the Regional Ozone Network for South Asia (SA) and Southeast Asia and the Pacific (SEAP) Bhutan May 2012
- Joint meeting of the Regional Ozone Network for South Asia (SA) and Southeast Asia and the Pacific (SEAP) Thailand October 2012
- Furth meeting of the Regional Network of Ozone Officers of the PIC May 2012 Vanuatu
- Regional Workshop on Phase-out of HCFCs in Foam System Houses May 2012- Dead Sea- Jordan
- 2012 Main Meeting of ODS Officers Network for West Asia May 2012 Dead Sea – Jordan

2013

- Contact group meeting on ODS and F-gas legislation Ankara, Turkey, February 2013
- Contact group meeting on training & certification schemes for refrigeration & air-conditioning (RAC) technicians Istanbul, Turkey, February 2013
- Thematic meeting on implementation of HPMPs, Croatia, September 2013
- Joint annual meeting of the OzonAction network of Central America, South America and the Caribbean. Kingston, Jamaica October 2013
- Atelier de formation des formateurs des techniciens du froid sur la récupération des HCFCs el la sécurité liée à l'utilisation des hydrocarbures – Djibouti, Mars 2013
- Atelier national de formation des formateurs frigoristes et des douaniers sur la récupération des HCFC et sur la sécurité liée à l'utilisation des HC. Février 2013, Comores
- Atelier national de formation des formateurs des techniciens frigoristes sur la récupération des HCFCs sur la sécurité liée à l'utilisation des HFCs et la manipulation des équipements et matériels Janvier 2013, Madagascar
- Atelier las des expertes techniques des états membres de la CEDAO pour la finalisation et la validation technique du projet de règlement régional sur les substances appauvrissant la couche d'ozone. Burkina Faso Novembre 2013
- Train-the-trainers workshop for HCFC alternative technologies January 2013, Malawi
- Train-the-trainers workshop for the HCFC alternative technology, February 2013, Lusaka, Zambia
- Train-the-trainers workshop for HCFC alternative technology, March 2013, Swaziland
- Ozone2Climate industry roundtable 2013 Shanghai, China April 9, 2013
- Joint Network Meeting of Ozone Officers of Asia and the Pacific, May 2013, Gold Coast Australia
- Joint Network Meeting of Ozone Officers of South Asia and South East Asia and the Pacific, China, September 2013
- 4th *Ozone2Climate* technology roadshow and industry roundtable November 2013, The Philippines

- Pacific Islands Regional *Ozone2Climate* technology symposium and train-the-trainer workshop on good refrigeration practices. November 2013, Samoa
- Regional workshop on HCFC phase-out and Energy Efficiency linkages. China September 2013
- English-speaking Caribbean Ozone Officers and Haiti Regional Network Meeting, St Kitts, March 2013
- Regional training workshop- protecting Caribbean borders from Illegal Trade in ODS. Grenada November 2013
- Reunión Anual de las Redes de Acción por el Ozono de México, América Central, América del Sur y el Caribe de habla hispana. Colombia Junio 2013
- Main Meeting of the Network of Ozone Officers in West Asia for 2013, Bahrain
- Regional Workshop on Management & Operation (HCFC) Phase-Out Management Plans. Bahrain May 2013

2014

- Contact group meeting: Implications of joining the customs union between Belarus, Kazakhstan and the Russian Federation, Belarus, March 2014
- 17TH Joint meeting of the Ozone Officers network for Africa (ODSONET/AF) held back-to-back with anglophone and francophone network meetings, Ethiopia 2014
- Atelier thématique sur les alternatives aux HCFCs, les technologies disponibles, la certification et l'élaboration des normes, et réunion du réseau des coordonnateurs chargés du programme ozone en Afrique francophone et lusophone Benin, 2014
- Workshop on the establishment and operation of certification schemes and national /regional RAC Association. Ethiopia 2014
- Meeting of the Pacific Islands Network of NOOs. Capacity building workshop for senior customs officers on controlling trade in environmentally sensitive commodities in PICs. Joint meeting for OOs and customs officers. Tonga, 2014
- South Asia Network Meeting Colombo, Sri Lanka: 27-30 May 2014
- Network Meeting of the Ozone Officers of Southeast Asia and the Pacific, Lao PDR 2014
- Thematic Meeting of the Ozone Officers Network of South-East Asia and the Pacific. Cambodia, 2014
- English-speaking Caribbean countries and Haiti National Ozone Officers Network April 2014, Suriname
- Taller nacional de capacitación para el control de las importaciones y exportaciones de SAO. Ecuador, Mayo 2014
- Meeting of the Central American, South American and Spanish-speaking Caribbean Networks of Ozone Officers Dominican Republic. 5 December 2014
- Global policy and technical workshop on MB. Towards a successful total phase-out before 1 January 2015: Approaches and challenges February, 2014 (Sharm El-Sheikh, Egypt)
- Thematic Workshop on Standards in RAC sector for the Caribbean sub-regional network, Panama 2014.

2015

- Annual meeting of the Regional Ozone Network for Europe & Central Asia, Yerevan, Armenia, 26-28 May 2015

- Thematic meeting on implementation of HCFC phase-out management plans, Bucharest, Romania, 29 September - 1 October 2015
- Thematic meeting on implementation of HCFC phase-out management plans, Minsk, Belarus, 13-15 October 2015
- 18^e réunion conjointe du réseau ODSNET/AF/AANG, Octobre 2015, Sénégal
- Joint Network Meeting of Ozone Officers of South Asia and Southeast Asia and the Pacific “An inclusive approach for connecting stakeholders” Korea March 2015
- Network Meeting of National Ozone Officers of the Pacific Island Countries. October 2015, Fiji
- Thematic meeting of the Southeast Asia and the Pacific (SEAP) Networks of ODS officers 5-7 October 2015
- Caribbean Network Meeting of Ozone Officers, Nassau, Bahamas 24-27 March 2015
- Joint Meeting of National Ozone Officers Networks Latin America and the Caribbean December 2015 Panama.

2016

- Regional customs cooperation meeting and ozone protection award for customs & enforcement officers Turkmenistan, May 2016 and annual meeting of the Regional Ozone Network for Europe & Central Asia, Turkmenistan, May 2016
- Thematic meeting on implementation of HCFC phase-out management plans and ODS alternative surveys in Chisinau, Moldova, 8-10 November 2016
- Thematic meeting on implementation of HCFC phase-out management plans, Belgrade, Serbia, 29 November – 1 December 2016
- Groupe Francophone Victoria Falls, 2016
- Thematic Meeting on ODS survey, Dakar, Senegal, 12th -14th December, 2016
- Thematic Meeting on surveys of ODS alternatives, Kenya December 2016
- Joint network and thematic meetings of the ODS officers of Africa and West Asia, Zimbabwe, March 2016
- Joint Africa and West Asia Network meeting, Zimbabwe March 2016
- Report of the Joint Network and Thematic Meetings of the National Ozone Officers of Asia and the Pacific Suva, Fiji, 14- 20 June 2016
- Nepal Border dialogue, Kathmandu, Nepal: 12-13 December 2016
- *Ozone2Climate* Industry Roundtable 2016 Beijing, China 8 April, 2016
- Border dialogue meeting between ozone and customs officers of Cambodia and Thailand to strengthen the cooperation in ODS trade control. Cambodia December 2016
- Latin America and the Caribbean Networks Meeting Santiago, Chile May 13-19, 2016
- Thematic Network Meeting of National Ozone Officers of Haiti and the English-speaking Caribbean 6-8 December 2016 Bridgetown, Barbados.

2017

- Regional ozone network for Europe & Central Asia: Setting up institutional and legal frameworks to prepare for the HFC phase-down under the Kigali Amendment Macedonia FYR, 10-12 May 2017
- Thematic meeting on HPMPs and HFCs phase-down initiatives Tirana, Albania, October 2017: Getting prepared for the HFC phase-down under the Kigali Amendment
- Thematic meeting on HPMPs and HFCs phase-down initiatives. Tbilisi, Georgia, October 2017

- Réunions Conjointes et Thématiques du Réseau des Administrateurs nationaux de l’Ozone des 54 pays africains, Cote d’Ivoire, Mars 2017
- 20th joint network meeting and thematic meeting of OO for Africa March 2017 Cote d’Ivoire
- Ozone2Climate Technology Expo 2017 August 2017, Maldives
- Ozone2Climate Industry Roadshow and Roundtable 2017 Shanghai, China 12-14 April, 2017
- Pacific Islands Countries Annual Network and Thematic Meeting April, 2017, Thailand
- South Asia National Ozone Officers Annual Network Meeting – May 2017 Agra, India
- Network Meeting of the Ozone Officers of Southeast Asia and the Pacific 2-5 May 2017, Thailand
- Annual meeting of the English-speaking Caribbean and Haiti, May 2017 Grenada
- Reunión de las redes de funcionarios nacionales de ozono de América Latina. Potenciales cambios en la aplicación del Protocolo de Montreal a la luz de la Enmienda de Kigali. Costa Rica Octubre 2017.
- 2017 Meeting of ODS Officers Network in West Asia Dead Sea, Jordan (24-27 April 2017)

2018

- Atelier de formation sur l’outil de gestion des hydrofluorocarbures regroupant seize (16) pays Africains. Senegal, December 2018
- Europe & Central Asia (ECA) meeting of Montreal Protocol and Refrigeration & Air-conditioning (RAC) experts Valencia, Spain, June 2018
- Europe & Central Asia (ECA) meeting of Ozone Officers in Antalya, Turkey, 11-12 October 2018
- First Inter-Regional Thematic Technical Workshops and Regional Network Meetings for National Ozone Officers 15-19 January 2018, Paris, France
- Strategic Direction of HCFC Phase out Management Plans
- Dialogue frontalier entre les fonctionnaires de douanes et coordinateurs ozone des pays de l’UEMOA, du Cap-Vert, de la Mauritanie et de la Guinée. Benin, October 2018
- 21st Joint Network and Thematic Meeting of Ozone Officers for Africa. May 2018 Botswana
- Joint Network Meeting of NOO of South Asia, South-East Asia and West Asia, China, April 2018
- National Ozone and Customs Officers Twinning Workshop & Border Dialogues for Countries of South Asia and South-East Asia Networks, Thailand October 2018
- Network and Thematic Meetings of the Pacific Islands Countries’ Ozone Officers “Next Step: Implementation of the Initial Obligations and HPMP” 27-29 September 2018 Bangkok, Thailand
- Regional Consultation Workshop with Master Technician Trainers of South and South-East Asia Networks 7 December 2018 Guangzhou Light Industries Technicians College, Guangzhou, China
- Summary & Recommendations of the Risk Profiling Workshop for Customs, Border Control and National Ozone Officers of India, Maldives, Pakistan, Sri Lanka 20-22 June 2018, Bangkok, Thailand
- English Caribbean and Haiti Thematic Network Meeting 29th May to 1st June 2018, Sant Vincent and the Grenadines
- Joint Network Meeting – Quito, Ecuador, 2018
- Reunión de las Redes de Funcionarios Nacionales de Ozono de América Latina y el Caribe Noviembre 2018, *Quito, Ecuador*.
- Reunión Regional de las Redes de Funcionarios Nacionales de Ozono de México, Centro América, América del Sur y El Caribe de habla hispana 25 y 26 de junio de 2018. Ciudad de Guatemala.

2019

- Europe and Central Asia (ECA) enforcement meeting and network meeting, Kiev, Ukraine, 26-27 September 2019

- 2nd Global Inter-regional meeting of NOO 17-20 February 2019 Paris France
- Europe and Central Asia (ECA) network meeting Kiev, Ukraine, 26-27 September 2019
- Europe and Central Asia (ECA) Ozone2Climate meeting with Montreal Protocol officers and RAC Associations / Experts and participation in SMEITS / KGH'S 50th International HVAC&R Congress and Exhibition in Belgrade, Serbia, 4-6 December, 2019
- Dialogue frontalier entre les fonctionnaires des douanes et NOOs des pays francophones de L'Afrique Centrale et de L'Est Yaoundé-Cameroun, du 23 au 24 octobre 2019
- Workshop for Enabling Activities for HFC Phase down for the Southern African Development Community (SADC) of the Africa Anglophone Network 17-19 June, 2019 Mahe, Seychelles
- Recommendations/Conclusions of the Network Meeting of the National Ozone Officers of Southeast Asia Paris, 20 February 2019
- Pacific Island Countries Network Meeting France, February 2019
- Country Successful Practices, Challenges, Priorities, needs for the Implementation of the Montreal Protocol, including the HPMP, and the Enabling Activities
- Meeting of National Ozone Officers from South Asia Network, February 2019 Paris, France
- Thematic Workshop for National Ozone Officers of South Asia Network "Building Enabling Conditions for HFC Phase-down while Phasing out HCFCs" Mongolia 26-29 August 2019
- Thematic Workshop of the South East Asia (SEA) Network of NOOs on Compliance with the Montreal Protocol Post-Kigali Cebu, Philippines, 30 July – 2 August 2019
- ROAP TVET- NOU meeting Bangkok June 2019
- Turkmenistan on track to ratify the Kigali Amendment as part of its new national climate strategy Ashgabat, 30 September - 2 October 2019
- Twinning Workshop for the PIC Ozone and Customs Officers on Strengthening Monitoring and Enforcement Mechanism for Ozone Depleting Substances (ODS) and HFC Trade Control Koror, Palau, 16-17 August 2019
- Report of the Regional Celebration of the World Ozone Day & Regional Training Workshop of Ozone Officers in West Asia *Dekwaneh Vocational School & Awkal and Saydah Industries Choueifat, September 16, 2019 Beirut Verdun, September 17-18, 2019*
- Second Global Inter-Regional Meeting and 'Join the Experts' Sessions for National Ozone Officers 18-19 February 2019 Paris, France

2020

- ECA needs and priorities 2020 – Feedback as of February 2020 (survey)

Virtual meetings organized by CAP

The following events were organized or supported by CAP following the outbreak of COVID-19. National events are indicated by "**."

- Qatar Customs Training on Best Practices under the Montreal Protocol and Combating Illegal Trade of ODS, Virtual meeting, 21-23 April 2020.*
- Qatar Train-the-Trainers for Refrigeration & Air Conditioning Technicians – F-Gas Certified (Implemented), Virtual meeting, 30 March-1 April 2020.*
- National Stakeholder Consultation and Awareness Workshop on Safety and Energy Efficiency Standards for Refrigeration and Air conditioning Equipment in Mongolia, Virtual meeting, 30 April 2020.

- 1st ECA Online Meeting on OEWG arrangements (including technology check), Virtual meeting, 7 May 2020.
- Saudi Arabia Capacity Building for HPMP and ISP Implementation and Data Reporting, Virtual meeting, 11 May 2020.*
- Latin America and Caribbean: Regulations and procedures for control of substances under Montreal Protocol, Virtual meeting, 22 May 2020.
- Consultation Meeting for the Preparation of Regional HPMP Stage II of PICs, Virtual meetings, 26 May 2020.
- Series of Consultation Meetings for the Preparation of Regional HPMP Stage II of PICs, Virtual meetings, 4, 10, 17, 24 June 2020.
- Iraq Capacity Building for HPMP and ISP Implementation and Data Reporting, Virtual meeting, 4 June 2020.*
- LAC: Fast Forward to the Kigali Amendment, Virtual meeting, 10 June 2020.
- International Webinar “Alternative Refrigerants for High Ambient Temperature (HAT) Countries”; English Version, Virtual meeting, 10 June 2020.
- Gender Mainstreaming into the Montreal Protocol for Latin American Network, Virtual meeting, 11 June 2020.
- Thematic Workshop for Finalization of the Regional PIC HPMP Stage II Project Document, Virtual meeting, 11-12 June 2020.
- 2nd ECA Online Meeting on How to Prevent Import of Contaminated Refrigerants and ECA Needs and Priorities, Virtual meeting, 12 June 2020.
- Stakeholder Consultation Workshop for the HPMP Stage II Development in Mongolia, Virtual meeting, 15 June 2020.*
- International Webinar “Alternative Refrigerants for High Ambient Temperature (HAT) Countries”; French, Virtual meeting, 17 June 2020.
- LAC: Law in the time of Covid-19: Implementing Legal Frameworks for the Kigali Amendment, Virtual meeting, 17 June 2020.
- Stakeholder Consultation Workshop for the HPMP Stage II Development in Nepal, Kathmandu, Nepal (UNEP joined virtually), 18 June 2020.*
- ECA Country-to-Country Meeting for Eurasian Economic Union member countries, Virtual meeting, 19 June 2020.
- LAC: Enabling Activities for Kigali Amendment in Bolivia, Virtual meeting, 19 June 2020.*
- LAC: Article 7 Online Reporting Training Class, Virtual meeting, 24 June 2020.
- ECA Country-to-Country Meeting on Training and Checklist for Environmental Inspectors, Virtual meeting, 3 July 2020.
- ECA Country-to-Country Meeting on Albania’s Experience in Dealing with Contaminated Refrigerants, Virtual meeting, 3 July 2020.
- Consultation Meeting for the Preparation of Regional HPMP Stage II of PICs, Virtual meetings, 8 July 2020.
- 3rd ECA Online Meeting on Labelling of Refrigerant Cylinders, Virtual meeting, 8 July 2020.
- iPIC: Streamlined and Updated – How Can Your Country Benefit? Virtual meeting Caribbean region, 8 July 2020.
- Meeting of the South Asia Network of Ozone Officers, Virtual meeting, 8 July 2020.

- Meeting of the Southeast Asia Network of Ozone Officers, Virtual meeting, 9 July 2020.
- Finalization of Lao PDR HPMP II, Vientiane, Lao PDR (UNEP joined virtually), 9 July 2020.*
- Meeting on the Harmonized System codes for HFCs, and HFC Blends and Planning and Organization of World Ozone Day Celebration 2020 for the South Asia Network and the Southeast Asia Network, Virtual meeting, 30 July 2020.
- United Arab Emirates Virtual Customs Training on Best Practices under the Montreal Protocol and Combating Illegal Trade of ODS, Virtual meeting, 23 July 2020.*
- Qatar Virtual Customs Training on Best Practices under the Montreal Protocol and Combating Illegal Trade of ODS, Virtual meeting, 26-27-July 2020.*
- Sub-Regional Consultation Meeting on HFCs Reporting Requirements and Licensing System Establishment under the Kigali Amendment - Lebanon, Jordan and Oman, Virtual meeting, 28 July 2020.
- 4th ECA Online Meeting on Gender Considerations in Project Design, Virtual meeting, 5 August 2020.
- Anglophone Africa Webinar - iPIC Streamlined and Updated: How can your country benefit?" Virtual meeting, 19 August 2020.
- Experts Meeting of the Refrigerant Driving License Program, Virtual meeting, 19 August 2020.
- Asia-Pacific: Thematic Meeting for Sustaining Capacity Building of RAC Servicing Sector through Integration of Good Servicing Practices into National Vocational Training and Certification Programme for RAC Technicians, Virtual meeting, 20 August 2020.
- IIR-UNEP Workshop on Cold Chain in Hot Climates (in the margins of the 6th IIR International Conference on Sustainability and the Cold Chain (ICCC2020)), Virtual meeting, 26 August 2020.

Annex III

QUESTIONNAIRE FOR THE DESK STUDY ON THE EVALUATION OF REGIONAL NETWORKS OF NATIONAL OZONE OFFICERS

Background

At its 82nd meeting the Executive Committee requested the Senior Monitoring and Evaluation Officer (SMEO) to prepare the terms of reference for the desk study of the evaluation of regional networks of national ozone officers (NOO) to be presented at the 84th meeting (decision 82/10).

The networks have been evaluated twice in the past: in 1994 when the UNEP/SIDA project that created the first regional network in South-East Asia was considered; and in 2001, when the evaluation was extended to all regional networks.

The first evaluation concluded that the network played an important role in raising awareness about the Montreal Protocol (MP) and its role among a key group of government officials; helped define phase-out priorities; facilitated technology transfer; and engendered a spirit of cooperation in the region. A question was raised regarding the network's funding capacity to become self-sufficient. The evaluation recommended replicating the network concept in other regions.

The second evaluation¹ assessed the functioning and organization of the eight networks and made recommendations for improvement. The findings showed that the networks provided the NOOs with opportunities to learn about the decisions of the Executive Committee and of the Meeting of the Parties; to exchange experiences; and to increase their level of knowledge related to the latest developments of technological alternatives. The network meetings provided a forum to develop personal contacts and learn about success and failures in order to avoid pitfalls. On the other hand, the meeting agendas were often overloaded, the time allocated for presentations was not always adequate and the meeting attendance was irregular.

The desk study will assess how the role of the different networks has evolved in the implementation of the MP and whether the recommendations made by the previous evaluation were accomplished. It will analyze the relevance of the regional networks in the implementation of the MP requirements at country and regional level, by taking into account the organization, participation, choice of subject of discussion and influence over decision making processes, as well as the changes needed to adapt the networks to the new challenges of the MP. It will cover various aspects related to planning and organization, capacity building and coordination with bilateral and implementing agencies (IAs). It identifies achievements and will strive to characterize new and emerging challenges brought by relevant developments of the Protocol, in particular the Kigali Amendment.

Existing documentation related to, *inter alia*: regional networks, reports of the network meetings, and Executive Committee documents will be analyzed. In addition, the questionnaire herewith contained is being sent to Regional Network Coordinators, IAs and key persons who can provide useful feedback (a list of questionnaire respondents will be included in an Annex). Discussions will be held with staff from UNEP, the Secretariat and other relevant stakeholders. The draft report will be shared with the Secretariat, the bilateral and IAs and the NOUs for comments. If needed, a second part, including participation at the regional meetings, will be suggested, based on the findings of the desk study.

¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/33/7 and Corr.1

We would appreciate receiving your response by 15 May 2020. Please keep your answers short and to the point. There is no need to supply actual regulations or detailed examples of work. However, it will be useful to identify specific challenges or hurdles that networks may be facing currently.

Please send your responses to:

Ms. Marta Pizano mpizano@hortitecna.com

Ms. Angelica Domato adomato@unmfs.org

Mr. Joël Paré-Julien Joel@unmfs.org

Many thanks in advance for your valuable cooperation.

Questionnaire filled by:

Name: _____

Network/ Country: _____

E-mail: _____

This questionnaire was sent to the persons listed below (those from whom responses were received are identified with *. Persons sending comments on the draft report are indicated with **):

- Mr. Patrick Salifu ** - Montreal Protocol Coordinator for Anglophone Africa
- Mr. Yamar Guissé - Montreal Protocol Coordinator for Francophone Africa
- Mr. Halvart Koeppen* - Montreal Protocol Regional Coordinator for Europe and Central Asia (ECA)
- Mr. Marco Pinzon* - Montreal Protocol Coordinator, Caribbean (mainly) and Latin America Networks
- Ms. Donnalyne Charles** - Officer-in-Charge, Caribbean Network
- Mr. Hu Shaofeng * - Montreal Protocol Coordinator for Asia and the Pacific
- Mr. Khaled Klaly ** - Montreal Protocol Coordinator for West Asia
- Mr. James Curlin** – UNEP/OzonAction
- Ms. Tina Birmpili* – The Ozone Secretariat
- Ms. Mary Ellen Foley* – The World Bank
- Mr. Bernhard Siegele* – GIZ
- Mr. Ole Nielsen* – UNIDO (Mr. Rodrigo Serpa and Ms. Mirjana Ilijin responded on behalf of UNIDO)
- Ms. Ulrika Raab* – Swedish Environmental Protection Agency
- Ms. Sandrine Bernard – Norway
- Mr. Philippe Chemouny – Environment Canada
- Mr. Cristiano Piacente – Ministry of the Environment, Italy
- Mr. Atsushi Wasaki – Japan
- Ms. Xiaofang Zhou – UNDP

In addition, the following key persons provided responses in a personal capacity:

- Ms. Mirian Vega* – formerly ROLAC network coordinator
- Ms. Suely Carvalho* – Formerly UNDP director for Montreal Protocol Unit
- Mr. Atul Bagai* – Formerly SEAP network coordinator
- Mr. Marco González* – Formerly Executive Director for the Ozone Secretariat
- Mr. Ansgar Eussner* – Formerly Senior Evaluation Officer, the Multilateral Fund
- Ms. Maria Nolan* – Formerly Chief Officer, the Multilateral Fund

At the request of UNIDO the following NOOs provided direct responses:

- Ms. Liana Ghahramanyan* – NOU Armenia
- Ms. Bojana Radeski*, NOU Serbia
- Ms. Tatjana Boljevic*, NOU Montenegro
- Ms. Mimoza Vokshi*, NOU Albania

Evaluation of Regional Networks of National Ozone Officers – Questionnaire/checklist –

REGIONAL NETWORK

| Issues evaluated | | Specific questions | Please provide examples/ brief explanation. Include challenges, problems identified |
|------------------|---------------------------|--|---|
| 1 | Planning and Organization | (a) What are the lessons and good practices learned from your regional network, regional meetings and the capacity building and information sharing in the networks? How can they be used to improve its functioning? (Note: if additional space is needed, please elaborate on your answer to this question separately, at the end of the questionnaire) | |
| | | (b) How is the countries' ownership of the network assured? How can it be enhanced or improved? | |
| | | (c) Please give examples of objectives and identified needs of participating countries of your network. Is there a mechanism in place to ensure identified needs are met? | |
| | | (d) Has the organization of the regional networks changed over time? Please give short examples, indicating the objectives sought and if they were met or not. Indicate pros and cons? | |
| | | (e) How do you rate the participation of individual NOOs? Has the turnout improved over time? Are measures taken to maintain and transmit institutional memory? Please give short examples. | |
| | | (f) Are network meeting objectives and topics discussed in advance with NOOs? Are facilitators identified to lead and coordinate discussions? Is the impact of the meetings assessed? Please describe the process briefly. | |
| | | (g) Are network meetings held back-to-back with other related meetings in order to raise awareness on ozone issues and promote discussions regionally? | |
| | | (h) Please describe experiences and lessons learned from 2018 and 2019 meetings where regional networks participated | |
| 2 | Capacity building | (a) Please describe activities to enhance performance of the NOUs. Are new NOOs tutored by experienced ones? Do regional networks keep track of developments in individual NOUs in the region? | |
| | | (b) Do regional networks provide support for training and expertise exchange (e.g., to develop legislation, licensing systems, fiscal incentives, control of illegal trade)? | |

| | Issues evaluated | Specific questions | Please provide examples/ brief explanation. Include challenges, problems identified |
|---|-------------------------------------|---|---|
| | | (c) Are resource persons or other key stakeholders invited to the meetings (e.g., customs officers, legal/technical advisers, industry associations)? | |
| | | (d) Are contacts and information exchange organized between networks? Are experienced NOOs invited? Are issues (e.g., monitoring and reporting of ODS, best practices, challenges, opportunities and others) discussed at the regional level? If yes, were there ensuing signs of improvement? | |
| | | (e) Are decisions discussed during meetings and are participants then able to influence decision-making at the country or regional levels? Are such decisions relevant regionally (e.g., safety and energy efficiency standards, bulk procurement) to harmonize pricing of alternatives, initiatives to promote North-South or South-South cooperation) | |
| | | (f) Are regional network meetings effective for transmitting decisions coming from the Executive Committee and MOP? Can this be improved and how? For example, how did regional meetings address new challenges arising from implementation of amendments (e.g. Beijing, Kigali)? | |
| 3 | Coordination with bilateral and IAs | (a) How do regional networks contribute to the activities of the bilateral and IAs, the MLF secretariat and the Ozone Secretariat (OS)? Do network meetings contribute to ensure coordination and communication between bilateral and IAs and the NOUs? (b) Is participation of bilateral and IAs, the MLF and the OS regular, is it important and useful? What is their role in discussions on issues and projects? What is the role of UNEP in fostering cooperation between participants and IAs? Are non-A5 countries invited to meetings (other than as bilateral agencies)? (c) How do meetings contribute to strengthen regional cooperation (e.g., to address common problems)? Are joint activities organized as a result of discussions held during meetings? | |
| 4 | New challenges | (a) How will the role of the regional networks change in the light of the Kigali Amendment? What modifications are necessary to strengthen networks and support their activities? What lessons and good practices arising from regional meetings can be used to improve their functioning? (b) What role do the networks play in the sustainability of achievements made by the Montreal Protocol? (c) What role do (or can) the networks play in incorporating gender issues in the MP? | |

Annex IV

CAPACITY BUILDING EVENTS HELD BY THE OZONE NETWORKS 2000 - 2019

| Year | Location and organizer | Topic |
|-------------|-----------------------------------|---|
| 2000 | China, South Asia | Regional workshop on control and monitoring of ODS consumption for SA |
| 2001 | Thailand, South Asia Network | Regional Workshop Montreal Protocol and Climate Change “Technology Choices to Replace Ozone Depleting Substances” |
| 2002 | Kenya, ROA and OzonAction | Workshop for Environmental Journalists |
| 2003 | Mexico, ROLAC | Discussion Forum on Alternatives to CFC phase-out in the RAC Sectors |
| 2004 | Belgrade, ECA | Regional halon management workshop |
| | Senegal, Francophone Africa | Regional workshop on alternatives to methyl bromide |
| | The Philippines SA and SEAP | Regional consultative meeting to finalize action plan for implementation of the communication strategy for global compliance with the Montreal Protocol |
| | Pakistan SA and SEAP | Small group network meeting “Effective Policy Setting and Enforcement” |
| | Thailand – SA network | Workshop on preventing illegal trade: public-private partnership |
| | Cuba – ROLAC Caribbean | HC technologies training for National Ozone Officers and Industry |
| | Bahamas- Caribbean ROLAC | Training workshop for new NOOs and assistant NOOs |
| 2005 | Costa Rica, Central America ROLAC | Workshop on alternatives to methyl bromide in non-agricultural uses and QPS traceability |
| | Macedonia, ECA | Sub-regional workshop on implementation of RMPs in the Balkans |
| | ECA, South Asia | Trilateral meeting China-Kazakhstan-Kyrgyzstan on control of trade in ODS |
| | Thailand, SA | Thematic meeting on challenges of methyl bromide phase-out |
| | Nepal, SA network | Thematic meeting on challenges of methyl bromide phase-out |
| | Santiago, Chile, ROLAC | Workshop on MB alternatives for strawberry crops in the Southern cone |
| 2006 | Panama, Central America ROLAC | Meeting for detecting ODS trade routes between CFC producing and consuming countries |
| | Sri Lanka, SA | Thematic meeting on MDIs |
| | DPR Korea, UNEP and UNIDO | National Train the Trainers Workshop on Good Practices in Refrigeration |
| | Bahrain, West Asia | Roundtable on Halon Management for Maritime and Merchants Shipping |
| 2007 | Bahrain, West Asia | Specialized Roundtable Meeting for the Media on Strengthening Compliance with the Montreal Protocol 3-4 December |
| | Togo, Francophone Africa | Thematic workshop for West and North francophone Africa on the preparation of ODS final phase-out plans |
| | Saint Lucia ROLAC - Caribbean | Workshop on prevention and control of illegal trade in ODS and technologies whose continued use is dependent on CFCs |
| | Nicaragua ROLAC – Central America | Working group for customs enforcement |
| 2008 | Egypt – English-speaking Africa | Regional meeting on methyl bromide alternatives |
| | Moldova - ECA | Contact group meeting of Russian-speaking countries on progress of TPMP implementation |
| | Macedonia - ECA | Contact group on HCFC related policies, guidelines and HPMP preparation |
| | Cameroon – Francophone Africa | 2 nd thematic workshop for ODSINET |
| | Burkina Faso – Francophone Africa | Thematic workshop for developing final TPMPs on CFCs |
| | Tokyo, Japan – SA | Workshop on ODS destruction |
| | Singapore – ROAP | UNEP Ozone and Climate Change Media Workshop |
| | Guyana- ROLAC Caribbean | Regional workshop of the Caribbean Ozone officers: 2010 CFC ban |
| | Paraguay – ROLAC S. America | National training workshop on ODS imports and exports |
| 2009 | Serbia - ECA | Ministerial consultation on HCFC policies and legislation |
| | Togo – French-speaking Africa | Thematic network on the preparation of HPMPs in Africa |

| Year | Location and organizer | Topic |
|------|---------------------------------------|---|
| | Sri Lanka - SA | Sub-regional Workshop on ODS phase-out in military Applications |
| | Grenada ROLAC | Regional workshop for the network of Caribbean Ozone Officers |
| | Bahrain- West Asia | Asia Forum on Trade of ODS |
| | Bahrain- West Asia | Roundtable Meeting for Media Experts |
| 2010 | Turkmenistan- ECA | Regional Green Customs workshop |
| | Serbia - ECA | Thematic meeting for candidate countries on harmonization of ODS legislation with EU regulations |
| | Moldova - ECA | Thematic meeting on exchange of approaches in development of HPMP |
| | Senegal - Francophone Africa | Thematic workshop on HPMP preparation in West Africa |
| | Belize – ROLAC Caribbean | Caribbean Ozone Officers, Regional Workshop. Licensing and quota systems, HPMPs |
| | Colombia – ROLAC S. America | Workshop on low-GWP, energy-efficient HCFC replacement technologies in the RAC sector |
| 2011 | Serbia - ECA | Roundtable on climate and ozone friendly technologies in RAC |
| | France UNEP-DTIE | Brainstorming Symposium on Illegal Trade in ODS: Integrated Capacity Building of the Enforcement Chain |
| | Mali - Francophone Africa | Thematic workshop on HPMP preparation |
| | Burkina Faso - Francophone Africa | Cooperation between customs officers of border countries to combat illegal ODS trade |
| | Bolivia – ROLAC South America | Workshop on management of projects of the Montreal Protocol of the MLF |
| 2012 | Bosnia - ECA | Contact group meeting on establishing ODS and F-gas legislation and review of F-gas regulations in Sarajevo, Bosnia and Herzegovina |
| | Turkey- ECA | Customs cooperation meeting on ODS and ECA Ozone protection award for customs and enforcement officers |
| | Georgia- ECA | Thematic meeting on HPMP and technician certification |
| | Zagreb, Croatia- ECA | Thematic meeting on ODS and F-Gas legislation and technician certification |
| | Burkina Faso- Francophone Africa | Thematic workshop on HCFC recovery and conversion of individual AC systems and HPMP preparation and implementation |
| | Zimbabwe- Anglophone Africa | Green customs initiative workshop |
| | Jordan – West Asia | Regional Workshop on phase-out of HCFCs in Foam System Houses |
| 2013 | Turkey - ECA | Contact group meeting on ODS and F-gas legislation |
| | Turkey - ECA | Contact group on training and certification schemes for RAC technicians |
| | Croatia - ECA | Thematic meeting on implementation of HPMPs |
| | Djibouti – French-speaking Africa | Train the trainers workshop for refrigeration technicians on HCFC recuperation and safety related to HC use |
| | Comoros – French-speaking Africa | Train the trainers workshop for refrigeration technicians on HCFC recuperation and safety related to HC use |
| | Madagascar – English-speaking Africa | Train the trainers workshop for refrigeration technicians on HCFC recuperation and safety related to HC use and handling of equipment |
| | Burkina Faso – French-speaking Africa | Workshop for technicians of CEDAO member countries for finalizing regional ODS regulations |
| | Malawi – English-speaking Africa | Train-the-trainers workshop for HCFC alternative technologies |
| | Zambia – English-speaking Africa | Train-the-trainers workshop for HCFC alternative technologies |
| | Swaziland – Anglophone Africa | Train-the-trainers workshop for HCFC alternative technologies |
| | China – South Asia ROAP | <i>Ozone2Climate</i> Industry Roundtable |
| | The Philippines – S. Asia ROAP | <i>Ozone2Climate</i> technology roadshow and industry roundtable |
| | Samoa – South Asia ROAP | Pacific Islands Regional Ozone2Climate technology symposium and train-the-trainer workshop on good refrigeration practices |
| | China – South Asia ROAP | Regional workshop on HCFC phase-out and energy efficiency linkages |

| Year | Location and organizer | Topic |
|------|------------------------------------|---|
| | Grenada- ROLAC Caribbean | Training workshop protecting Caribbean borders from illegal ODS trade |
| | Bahrain – West Asia | Regional workshop on management and operation of HPMPs |
| 2014 | Belarus - ECA | Contact group on implications of joining the customs union between Belarus, Kazakhstan and the Russian Federation |
| | Benin – Francophone West Africa | Thematic workshop on alternatives to HCFCs, available technologies, certification and regulations |
| | Ethiopia – English-speaking Africa | Workshop on the establishment and operation of certification schemes and national/ regional RAC Associations |
| | Tonga - PIC | Capacity building workshop for senior customs officers on controlling trade in environmentally sensitive commodities in PICs |
| | Cambodia - SEAP | Thematic SEAP meeting, safety and energy efficiency in HCFC alternatives |
| | Ecuador – ROLAC S. America | National workshop on controlling ODS imports and exports |
| | Egypt – Anglophone Africa | Global policy and technical workshop on MB. Towards a successful total phase-out before 1 January 2015: Approaches and challenges |
| | Panama ROLAC – C. America | Thematic Workshop on Standards in RAC sector for the Caribbean |
| 2015 | Romania - ECA | Thematic meeting on implementation of HPMPs |
| | Belarus - ECA | Thematic meeting on implementation of HPMPs |
| | Armenia - SEAP | Thematic meeting of the SEAP. Safe adoption of low-GWP alternatives |
| 2016 | Turkmenistan - ECA | Regional customs cooperation meeting and Ozone Award for customs and enforcement officers |
| | Moldova - ECA | Thematic meeting on HPMP implementation and ODS alternative surveys |
| | Serbia - ECA | Thematic meeting on implementation of HPMPs |
| | Senegal – French-speaking Africa | Thematic Meeting on ODS survey |
| | Kenya – English-speaking Africa | Thematic Meeting on surveys of ODS alternatives |
| | Nepal - ROAP | Nepal Border dialogue |
| | China – ROAP SA | <i>Ozone2Climate</i> Industry Roundtable |
| | Cambodia - ROAP | Border dialogue between ozone and customs officers of Cambodia and Thailand to strengthen the cooperation in ODS trade control |
| 2017 | Barbados – ROLAC Caribbean | Thematic Meeting on surveys of ODS alternatives |
| | Albania – ECA | Thematic meeting on and HFC phase-down initiatives |
| | Georgia - ECA | Thematic meeting on and HFC phase-down initiatives |
| | Cote d'Ivoire – Francophone AF | Thematic Meeting on surveys of ODS alternatives |
| | Maldives - ROAP | <i>Ozone2Climate</i> Technology Expo |
| 2018 | China – ROAP South Asia | <i>Ozone2Climate</i> Industry Roadshow and Roundtable |
| | Senegal – Francophone Africa | Workshop on HFC management for 16 African countries |
| | Valencia, Spain - ECA | ECA meeting of Montreal Protocol and RAC experts |
| | Benin ROA Francophone Africa | Border dialogue between customs and ozone officers of UEMOA, from Cap-Vert, Mauritania and Guinea |
| | Thailand- South Asia and SEAP | National ozone and customs officers twinning workshop and border dialogues |
| | China - SA and SEAP | Regional consultation workshop with master technician trainers |
| 2019 | Thailand-ROAP | Risk Profiling Workshop for Customs, Border Control and National Ozone Officers of India, Maldives, Pakistan, Sri Lanka |
| | Serbia - ECA | <i>Ozone2Climate</i> meeting with Montreal Protocol officers and RAC Associations/Experts and participation in SMEITS/KGH'S 50 th international HVAC&R congress and exhibition |
| | Cameroon – ROA Francophone Africa | Border dialogue between customs officers and NOOs of French-speaking East and West African countries |
| | Seychelles -Anglophone Africa | Workshop for Enabling Activities for HFC Phase down for the SADC |

| Year | Location and organizer | Topic |
|-------------|-------------------------------|--|
| | Mongolia – ROAP South Asia | Thematic Workshop for NOOs of South Asia Network “Building Enabling Conditions for HFC Phase-down while Phasing out HCFCs |
| | The Philippines – ROAP SEA | Thematic Workshop of the SEA Network of NOOs on Compliance with the Montreal Protocol Post-Kigali |
| | Thailand – ROAP | ROAP TVET- NOU. technical and vocational education and training, GSP |
| | Palau - ROAP | Twinning Workshop for the PIC ozone and customs officers on strengthening monitoring and enforcement mechanism for ODS and HFC trade |
| | Lebanon West Asia | Regional celebration of World Ozone Day, regional training workshop of Ozone Officers |

Annex V

TERMS OF REFERENCE FOR THE SECOND STAGE OF THE EVALUATION OF REGIONAL NETWORK OF NATIONAL OZONE OFFICERS

Background

1. In line with decision 84/11, the Senior Monitoring and Evaluation Officer (SMEO) prepared the desk study for the evaluation of regional networks¹ of national ozone officers (NOO), which, due to the coronavirus pandemic (COVID-19) is being presented to the 86th meeting. The objectives of the desk study were to analyze the evolution of the role of the networks, as well as their relevance and contribution to the implementation of the Montreal Protocol. It considered issues such as the organization, participation, choice of subject of discussion and influence over decision-making processes, as well as the changes needed to adapt the networks to the new challenges of the Montreal Protocol.

2. The desk study considered the findings of two previous evaluations (1994 and 2001)² and analyzed to what extent the recommendations made were pursued. It analyzed various documents pertaining to previous network meetings, such as network meeting reports and agenda; communication materials developed by the networks or UNEP; Executive Committee documents; and UNEP's Compliance Assistance Programme (CAP) evaluations from 2006 and 2007. A questionnaire was also sent out to the Regional Network Coordinators (RNCs), implementing agencies (IAs), the Ozone Secretariat and other key persons (responding in a personal capacity).

3. The desk study concluded that regional networks continue to be useful for the implementation of the Montreal Protocol and help in achieving/sustaining compliance with agreed measures in Article 5 countries. They also play a critical role in maintaining the visibility and importance of national ozone units (NOUs) within countries. The networks have been instrumental, among other things, in exchanging good practices/lessons and developing cooperation between countries of a given region and sometimes between regions; implementing projects successfully; building capacity through training; and more recently preparing countries to implement provisions agreed under the Kigali Amendment. The study made several recommendations. These relate to developing clear performance/impact indicators, at country and regional levels to allow NOOs and the networks to evaluate meeting results further; increasing the number of consultations with NOUs and bilateral and IAs to prepare meaningful agendas; taking a more proactive approach to meetings, engaging new issues and stakeholders, thus providing for new synergies within the networks and with Montreal Protocol stakeholders.

4. The desk study stressed the importance of further investigating the reasons for the high turnover of NOOs in some countries and propose solutions to address the transfer of knowledge to the NOOs. This may be done in concordance with countries and the bilateral and IAs who have dealt with the issue successfully. Similarly, ways of increasing network-to-network collaboration and interaction could also be further analyzed.

5. The Kigali Amendment brings a good opportunity to renew the commitment to network activities via twinning workshops, thematic meetings and other similar activities, to promote better identification and integration of stakeholders. The study, however, raised concern about "advocacy groups" for certain technologies; and how to ensure a balance between the needed expertise and the exposure to technologies, whilst avoiding "lobbying" for specific options or alternatives.

6. The desk study suggests to explore the inclusion, in the network agendas, of issues such as the sustainability of the Montreal Protocol achievements and the Sustainable Development Goals (SDGs) (e.g.,

¹ UNEP/OzL.Pro/ExCom/86/11

² UNEP/OzL.Pro/ExCom/30/8 and UNEP/OzL.Pro/ExCom/33/7 and Corr.1.

poverty reduction, gender equality, affordable and clean energy, decent work and economic growth, innovation).

7. The desk study thus recommended a second stage of the evaluation, to evaluate the impact of the networks, that could be achieved through personal interviews with RNCs and key NOOs, IAs and other key persons, possibly during network meetings. Given the evolving situation of the COVID-19 pandemic, the strategy will be adapted to the situation and adapt to the formate of the network meeting (i.e., virtual or in person meetings).

Objectives of the second phase of the evaluation

8. The objective of the evaluation will be to build upon the completed desk study and assess the relevance of the networks to the implementation of the Montreal Protocol. The justification for a second stage is to complement the findings of the desk study with updated information to be collected directly from the meetings, will allow for a wider perspective on the functioning of the networks. This will allow to frame clearer conclusions and practical recommendations to enhance the operation of the networks. A field approach will also give better insight into how the sustainability of the Montreal Protocol achievements can be ensured, and opportunities to identify and address emerging issues and challenges and the specific needs of each network. The second stage will also allow a follow-up with member countries between meetings on how the meetings recommendations were followed and what challenges were encountered, with a view to fully ensure that countries' needs are met and that the networks continue to be a voice where they can discuss issues related to implementation.

9. The second phase of the evaluation of regional networks of NOOs should focus on several main areas:

Network objectives and effectiveness of network meetings

- (a) How do the networks assist the countries in achieving MP objectives and how are they being achieved? Is there a follow-up system to assess the achievement of the objectives?
- (b) How are the main performance indicators for providing effective assistance identified and targets defined?
- (c) How did the global and inter-regional network meetings held in 2018 and 2019 compare with the individual network meeting approach, and which concept should be retained or discarded to ensure a more effective way to meet the networks' objectives?

Processes for planning and organizing network meetings

- (a) How are the network meeting agendas planned and do the NOUs play an effective role in defining the network agenda? What are the lessons learned on how to keep the meeting focused, the interest high and the ownership of the meetings? Are there mechanisms in place to make sure NOOs are participating and are being included in the planning? What other external participation would benefit in selecting the topics of the agendas and how should this be addressed?
- (b) What are the main challenges observed in planning and coordination of the meeting and how can these issues be addressed (e.g., defining agenda, timing of network meetings, logistics and coordination, participation of NOUs, resource persons/experts and industry associations/representatives)?

- (c) Noting that respondents to the questionnaire mentioned the benefits of shorter and more focused agendas items, with specific case studies and time for discussion, how effective is the time allocation for different agenda items of the network meeting? What format has been the most useful to your network and are there specific suggestions on structuring the network meetings differently in addressing the challenges faced by the countries?
- (d) What were the main aspects that would benefit from replication in the global network meetings? What were the main challenges (e.g., language barrier, broad topics)? How should these meetings be designed to have an effective impact? How often should these meeting occur?
- (e) What measures can be strengthened to use network meetings as a platform for training new Ozone Officers?
- (f) What actions could be taken for implementing training and capacity building in a cost-effective way through electronic platforms?
- (g) In the context of the Kigali Amendment, how can the network activities be designed to maximize knowledge sharing on implementing HFC control measures?
- (h) In the current post COVID-19 context, what aspects can be covered through web-based processes (e.g., through webinars, pre-recorded information sessions, online messaging apps and video conferences)? What are possible shortcomings of these approaches, noting that they can result in greater flexibility and would be more cost-effective? How can these lessons and new approaches be applied to the return to a normal situation?

Process of information outreach and knowledge sharing

- (a) How effectively do network meetings consultations facilitate the sharing of information and knowledge among its members? How can regional policy/technical bodies (e.g., CARICOM, COMESA) play a role in strengthening regional network and implementation of Montreal Protocol activities in network countries?
- (b) What capacity building activities are carried out to enhance the performance of the NOUs through regional networks? What other activities should be considered to strengthen capacity building in the networks?
- (c) Do the networks provide support in terms of training and exchange of information on policy, regulatory and technology aspects, to assist countries in achieving Montreal Protocol objectives (e.g., regulations on controlling and monitoring controlled substances, data collection and reporting challenges relating to controlled substances, fiscal incentives and other measures for smooth programme implementation, technology adoption experiences including supporting informal sector and small enterprises, key policy decisions taken during the Executive Committee meetings and Meeting of the Parties)?
- (d) How do the network meetings support sharing of good practices and experiences, on technical and policy matters, with the country representatives, and what specifically are the roles of agencies during the network meetings and technical experts on identified issues?
- (e) What are the main tools/mechanisms used to share information and how effective are these tools/mechanisms (e.g., print and electronic publishing, holding workshops, undertaking training and capacity development)? How can electronic platforms be effectively used for cost-effective information and knowledge sharing?

- (f) In light of the high turnover of NOOs, what mechanisms can be implemented to institutionalize knowledge retention and sharing in networks and how can other stakeholders (e.g., IAs and associations) play a role in these mechanisms?

Processes of lessons learning and feedback

- (a) How do the regional networks contribute to the operations of the IAs, the Multilateral Fund Secretariat and the Ozone Secretariat?
- (b) What role do the networks play in the sustainability of the achievements of the Montreal Protocol?
- (c) What measures can be institutionalised to improve feedback on network performance to provide a fair assessment of network effectiveness? What indicators could be used to monitor network effectiveness assessment?

Impact on achieving the United Nations SDGs

- (a) Are the relevant United Nations SDGs included in the meeting agendas or addressed in a meaningful way (e.g., poverty reduction, gender equality, affordable and clean energy, decent work and economic growth and innovation)? If so, how are they addressed and what can be improved? Could the networks serve as a vehicle to report on and share effective ways to address the SDGs? If the SDGs are not part of the process, how can they be included effectively?
- (b) How are gender mainstreaming issues included in the networks? Are actions undertaken to provide men and women equal opportunities, in workshops, training and other activities? Are gender policies for project implementation discussed and favored and good practices shared on gender issues? Are other Montreal Protocol stakeholders' gender policies included, discussed and shared, and if so how has this benefitted the NOOs? What additional actions should be taken to encourage gender mainstreaming and equal representation in the networks?

Structure and organization

- (a) The desk study highlighted the importance of the lessons brought back by the NOOs and the implementation or development of actions and measures that were agreed during the meetings. In this regard, a rotation of the attending staff can have a number of benefits (e.g., training newer member and disseminating/retaining knowledge) and negative impacts (e.g., reduced interest, lower decision-making potential, hinder communication). What can be done to maximize the positive impacts and minimize the negative ones?
- (b) How are networks organized and what is the distribution of power within the network? Who are the main stakeholders? Has the organization changed in time, if so, how?
- (c) How will the role of the networks change in the light of the new orientation brought about by the Kigali Amendment? What type of modifications are needed to the functioning and activities of the networks?

Network efficiency

- (a) What are the costs for organizing activities such as regional networks meetings and others? Does the network have the adequate resources, financial or else, to operate? Were there

any impediments in reaching objectives because of scarcity of resources? Where are the resources coming from? Has this change during the years and how?

Methodology

10. The method of analysis will be the comparative case study. A consultant, or a team of consultants, will be recruited to participate in the network meetings. After each meeting a case study will be prepared with the findings of the consultant(s). A synthesis report will summarize the findings, and formulate conclusions and recommendations to conclude the evaluation.

11. The data collection methods include, *inter alia*, participant observation, as the consultant(s) will attend the meetings, open-ended interviews will be carried out with participants and key persons involved in, and invited to, the meeting, and focus group interviews will be organized with the NOOs.

12. In addition, the consultant(s) will read existing documentation, such as the desk study of this evaluation. Telephone interviews can be further organized with staff from the bilateral and IAs and the Ozone and Multilateral Fund Secretariats. The draft report will be shared with the Secretariat, IAs and the NOUs for comments.

13. It is worth taking into account the importance of conducting the second phase of the evaluation in person, which gives invaluable inputs and insight to the evaluation team, in part due to the rich opportunity for the participants to provide direct detailed information. However, due to the evolving situation of the COVID-19 pandemic, the methodology of the second phase could either be adjusted to the network meetings format (i.e., virtual meetings, in person meetings or a combination of both) or the field visits could be postponed until they are feasible.
